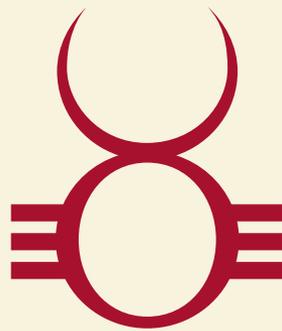


BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Rapport du président 2008



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT DU PRÉSIDENT

CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT
ET DE GOUVERNEMENT DE L'UEMOA

Décembre 2008

- ACDI** : Agence Canadienne de Développement International
- AFD** : Agence Française de Développement
- BAD** : Banque Africaine de Développement
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BDC** : Banque de Développement de Chine
- BOAD** : Banque Ouest Africaine de Développement
- BRVM** : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
- CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- CREPMF** : Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers de l'UMOA
- FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine
- FDC** : Fonds de Développement et de Cohésion
- FIDA** : Fonds International pour le Développement Agricole
- FMI** : Fonds Monétaire International
- IDA** : Association Internationale pour le Développement
- IDH** : Indice du Développement Humain
- IFN** : Institution Financière Nationale
- Mds** : Milliards
- NEPAD** : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
- NTIC** : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
- OMC** : Organisation Mondiale du Commerce
- OMD** : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- ONU DI** : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
- PACITR** : Programme d'Actions Communautaire des Infrastructures et du Transport Routier
- PDMF** : Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA
- PER** : Programme Economique Régional
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- PME** : Petites et Moyennes Entreprises
- PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- PROPARCO** : Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UPDP** : Unité de Préparation et de Développement de Projets
- WAPP** : Système d'échanges d'Énergie Electrique Ouest Africain

RÉSUMÉ	7
INTRODUCTION.....	15
1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	17
1.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL.....	18
1.2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'UEMOA.....	20
2. FINANCEMENT DES PROJETS ET ASSISTANCE AUX ÉTATS	27
2.1. FINANCEMENT DES PROJETS.....	28
2.2. FINANCEMENT DES ÉTUDES.....	29
2.3. INTERVENTION PAR AXES STRATÉGIQUES.....	30
2.4. ASSISTANCE AUX ÉTATS.....	33
3. COOPÉRATION INTERNATIONALE ET MOBILISATION DE RESSOURCES	37
3.1. COOPÉRATION ET RECHERCHE DE FINANCEMENT.....	38
3.2. PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA.....	39
4. CONTRIBUTION À L'ÉLABORATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES RÉGIONALES	43
4.1. PROBLÉMATIQUE DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CRISE ÉNERGÉTIQUE.....	44
4.2. LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE.....	44
4.3. RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE DE LA BOAD SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL DES CAPITAUX.....	45
4.4. MISE EN ŒUVRE DU PACITR, DU WAPP, DU PER ET DU PIC.....	46
4.5. RÉFLEXIONS SUR LES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DE L'UNION.....	47
5. GESTION ET GOUVERNANCE DE LA BANQUE	51
5.1. ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2013.....	52
5.2. GOUVERNANCE.....	53
5.3. RESSOURCES HUMAINES ET AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL.....	55
5.4. SITUATION FINANCIÈRE.....	56
6. PERSPECTIVES	59
6.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE ET DANS L'UEMOA	60
6.2. PRINCIPALES ORIENTATIONS ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES	60
LISTE DES ANNEXES	66

INTRODUCTION

Conformément aux orientations de la 12ème session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 17 janvier 2008, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a poursuivi au cours de l'année 2008 son action en faveur de la lutte contre la pauvreté dans les Etats membres de l'Union.

Les interventions de la Banque ont porté sur (i) les actions ciblées en faveur des couches les plus vulnérables, (ii) la promotion et le financement de l'intégration régionale et (iii) le soutien au secteur privé. En outre, elle a continué de développer son assistance aux Etats membres et de déployer des efforts de mobilisation de ressources financières nécessaires à la réalisation de ses activités.

La Banque a également poursuivi, dans le cadre de sa contribution à l'approfondissement du schéma d'intégration économique, les réflexions engagées dans les domaines de préoccupations majeures de ses Etats membres en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies régionales.

L'exercice 2008 a été placé sous le signe de la continuité dans l'amélioration de la gestion et de la gouvernance d'entreprise ainsi que de la recherche de nouvelles ressources concessionnelles et de nouveaux partenaires.

I. FINANCEMENT DES PROJETS ET ASSISTANCE AUX ÉTATS

1.1. FINANCEMENT DES PROJETS

Au titre des activités opérationnelles, les financements de la BOAD ont concerné 23 projets en 2008 pour un montant global de 98,8 milliards FCFA.

Ces investissements devraient contribuer à (i) promouvoir le développement de l'agriculture vivrière, (ii) améliorer l'accès des populations aux services de base (téléphone, eau potable et électricité), (iii) soutenir le développement des infrastructures économiques (hôtellerie, télécommunications et routes), (iv) renforcer les capacités productives industrielles des économies de l'Union, (v) améliorer le cadre de vie des populations au moyen de la réalisation des infrastructures d'assainissement et (vi) renforcer les ressources adaptées des banques pour le financement des PME/PMI en vue de promouvoir le développement du secteur privé.

Un accent particulier a été mis sur le financement de projets agricoles (13,3 milliards FCFA) en vue de soutenir les actions d'urgence menées par les Etats membres de l'UEMOA dans le cadre de la lutte contre la hausse des prix des denrées alimentaires.

En vue de contribuer à l'atténuation de la crise énergétique de l'Union, la Banque a financé 2 projets dans le secteur de l'énergie pour un montant global de 23,5 milliards FCFA. Ces concours permettront d'assurer une meilleure couverture de la demande et de sécuriser l'alimentation en énergie électrique.

Au 30 septembre 2008, les financements consentis par la BOAD dans le cadre des actions ciblées en faveur des couches sociales les plus vulnérables sont ressortis à 56,8 milliards FCFA pour 15 projets, représentant 57% des approbations de l'année.

Quant à l'initiative privée, elle a été appuyée avec un financement de 42 milliards de FCFA, au 30 septembre 2008, pour la mise en œuvre de 8 projets, soit 43% du montant total des approbations.

Le concours de la Banque dans le domaine de la promotion de l'intégration régionale s'élève à 20 milliards FCFA au 30 septembre 2008 pour 3 projets, soit 20% des approbations de l'exercice.

Avec les nouveaux financements accordés, les engagements nets cumulés de la Banque s'établissent à 1 204 milliards de FCFA pour 474 projets, au 30 septembre 2008.

Les décaissements de la Banque au cours des neuf (9) premiers mois de l'année 2008 s'élèvent à 75 milliards FCFA portant le cumul des décaissements à 845,3 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 70%.

1.2. ASSISTANCE AUX ETATS

Le montant de l'assistance consentie par la Banque au titre de l'exercice 2008 s'établira à environ 2,73 milliards FCFA, dont 101 millions FCFA au titre de l'assistance technique aux Etats et 2,63 milliards FCFA pour les bonifications de taux d'intérêt.

Le concours de la Banque pour l'assistance technique aux Etats a couvert divers centres d'intérêt notamment (i) la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la réalisation d'une vingtaine de projets financés ou en cours d'étude dans les pays de l'UEMOA et (ii) l'organisation de deux sessions de formation en étude d'impact environnemental et social au profit de bureaux d'études et d'entreprises des Travaux Publics de l'espace UEMOA.

La Banque a poursuivi ses activités en matière de coopération destinées à

II. COOPÉRATION ET MOBILISATION DES RESSOURCES

renforcer et à élargir ses sources de financement.

A cet égard, les efforts de la Banque au cours de l'année 2008 ont permis d'obtenir une ligne de crédit de 70 millions d'Euros (environ 46 milliards FCFA), auprès de Exim Bank de Chine. Par ailleurs, la BAD a accordé un appui institutionnel sous forme de don d'un montant de 953 000 dollars US (environ 430 millions FCFA) pour le renforcement des capacités institutionnelles de la BOAD ainsi qu'une ligne de crédit d'un montant de 40 millions d'Euros (26,24 milliards FCFA) destinée au financement des projets dans les secteurs de l'industrie et des services dans les pays membres de l'UEMOA.

Par ailleurs, les contacts sont en cours avec les partenaires traditionnels (AFD, PROPARCO, BEI,...) pour obtenir un renouvellement des concours octroyés à la BOAD. De nouveaux partenaires sont prospectés pour élargir le cercle des bailleurs de fonds et actionnaires de la Banque (Brésil, Italie,...).

Sur le marché financier régional, la Banque a réalisé en février 2008, une émission par adjudication de bons de 22,495 milliards FCFA. En outre, la première tranche, de 30 milliards FCFA du programme d'émission de titres d'emprunts d'un montant global de 100 milliards FCFA a été lancée.

Au total, depuis le démarrage de ses activités en 1976, la Banque a mobilisé 660,025 milliards FCFA pour le financement de ses activités en faveur des économies de l'Union.

III. CONTRIBUTION A L'ÉLABORATION ET A LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES RÉGIONALES

La Banque a participé en 2008 aux réflexions engagées à la demande des organes délibérants de l'Union sur les problématiques de financement des économies de l'Union, sur la recherche de solutions à la crise énergétique et sur la relance de la production agricole suite à l'augmentation du coût de la vie consécutive à la flambée des prix des produits alimentaires.

Ainsi, au titre de la problématique du financement de l'économie et de la crise énergétique, la Banque a pris activement part à l'ensemble des travaux de la Commission qui ont abouti à l'élaboration d'un ensemble de propositions à soumettre à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

S'agissant de la lutte contre la hausse des prix des produits alimentaires, la BOAD a contribué à la mise en œuvre d'actions visant la relance de la production vivrière dans l'UEMOA issues des réflexions conduites en synergie avec la BCEAO et la Commission de l'UEMOA conformément aux instructions du Conseil des Ministres. Elle a en outre octroyé un concours d'un montant de 13,3 milliards FCFA aux Etats membres de l'Union.

Concernant les programmes d'investissement communautaires (PACITR, WAPP, PER et PIC), la BOAD a pris une part active aux travaux de réflexion dans différents cadres de concertation régionale.

A l'occasion de la célébration de son 35ème anniversaire, la BOAD a organisé un forum sur le thème : « les Etats membres de l'UEMOA face aux défis du développement ». Ce forum a connu la participation des représentants des Etats membres, des institutions de l'UEMOA, des organisations professionnelles, du secteur privé, des universités et centres de recherche.

Le choix du thème du forum a été guidé par l'importance et la persistance des grands défis auxquels sont confrontés les Etats membres de l'UEMOA. Au nombre de ces défis, figurent ceux du développement agricole, de la disponibilité de l'énergie et de la préservation de l'environnement. La BOAD, en sa qualité de Banque de développement des Etats membres de l'UEMOA, entend avec l'appui des Hautes Autorités de l'Union apporter sa contribution en consolidant ses acquis dans le financement du développement.

Les interventions et les débats au cours du forum ont permis de mieux cerner les défis auxquels sont confrontés les Etats membres de l'Union liés à l'agriculture, à l'énergie et à l'environnement. Ils ont contribué à appréhender les perspectives d'actions pour les lever.

IV. GESTION DE LA BANQUE

Au cours de l'année 2008, la Banque a poursuivi l'amélioration de sa gestion et de sa gouvernance. Les principales actions ont porté sur l'élaboration d'un plan stratégique 2009-2013, le renforcement des facteurs de bonne gouvernance, des capacités des ressources humaines et la poursuite de la consolidation de la situation financière de l'Institution.

En raison de l'importance des défis à relever au cours des années à venir, suite à un séminaire de réflexions avec l'ensemble du management de la Banque, la décision d'élaborer un Plan Stratégique 2009-2013 pour la BOAD a été prise par le nouveau Président en juin 2008. Cet outil moderne de gestion permettra à l'Institution de se donner une meilleure orientation stratégique de ses actions dans ses Etats membres au regard des mutations de l'environnement régional et international et compte tenu des besoins croissants de financement du développement de l'Union.

En matière de gouvernance, les instances de la Banque, les organes de décision ainsi que le système d'évaluation et de contrôle ont régulièrement fonctionné. Le système d'information de la Banque a poursuivi sa dynamique de modernisation avec le soutien de la BAD. Dans le cadre de l'amélioration du cadre de travail, la mise en œuvre du projet d'extension et de rénovation des bâtiments de la Banque s'est poursuivie.

La situation financière de la BOAD est saine. Elle est caractérisée par une structure équilibrée et un endettement maîtrisé. L'exploitation continue de dégager des résultats bénéficiaires estimés à fin 2008 à 2 milliards FCFA contre 1,25 milliards à fin 2007.

V. PERSPECTIVES

La BOAD inscrira son action au cours des prochaines années en droite ligne des principales orientations du Plan stratégique 2009-2013 dont la vision est de faire de la BOAD à l'horizon 2020, « une Banque de développement forte et de référence mondiale dans le marché commun régional ». L'année 2009 verra le démarrage effectif de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2009-2013 afin de consolider son dispositif institutionnel et répondre efficacement aux attentes de ses Etats membres.

A cet égard, quatre axes stratégiques serviront de fil conducteur à l'action de la Banque en faveur du financement des projets et programmes de développement dans l'Union :

- se positionner comme instrument stratégique des États pour le développement durable et la réduction de la pauvreté ;
- faire de la BOAD un partenaire des entreprises, leader des financements innovants ;
- promouvoir les partenariats et vulgariser les structures et instruments du marché financier ;
- dynamiser le processus de mobilisation des ressources.

CONCLUSION

La BOAD a, au cours de l'année 2008, intensifié son assistance en faveur des économies de ses Etats membres. Pour les prochaines années, la Banque entend inscrire son action dans les orientations de son Plan stratégique 2009-2013 afin de renforcer son assistance en vue de répondre plus efficacement aux attentes de ses Etats membres.

Dans le cadre de la mise en œuvre harmonieuse de son Plan stratégique, la BOAD compte sur l'appui que la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA lui a toujours apporté.

La dernière session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, tenue le 17 janvier 2008 à Ouagadougou, a félicité la BOAD pour les efforts qu'elle a consentis en 2007 pour le financement des projets de développement en faveur des Etats membres de l'UEMOA.

La Conférence a particulièrement apprécié la contribution de la Banque à la réalisation des programmes régionaux d'infrastructures, notamment d'énergie, de télécommunication et des transports, indispensables à l'amélioration de la compétitivité des économies des Etats membres et au renforcement de leur intégration.

Prenant en compte la contrainte qu'exerce l'insuffisance et les difficultés de mobilisation de ressources concessionnelles sur les actions de la BOAD, la Conférence a décidé de la mise en place d'une Commission sous la présidence de Son Excellence, Docteur Boni YAYI, Président de la République du Bénin. Elle est chargée de proposer des solutions durables à la crise de l'énergie et au financement de l'économie sous-régionale, notamment la dotation de la BOAD en ressources concessionnelles pérennes.

Sur le plan managérial, la Conférence a nommé M. Abdoulaye BIO-TCHANE en qualité de Président de la BOAD après deux années consécutives où l'intérim de la Présidence de l'Institution a été assuré par son Vice-Président M. Issa COULIBALY.

M. Abdoulaye BIO TCHANE a pris service le 02 avril 2008 et a été installé dans ses fonctions par M. Charles Koffi DIBY Président du Conseil des Ministres lors d'une cérémonie officielle organisée au siège de la BOAD à Lomé, le 14 novembre 2008 en présence du Président de la République du Bénin S.E. Dr Thomas Boni YAYI et du Président de la République Togolaise S.E. Faure Essozimna GNASSINGBÉ.

Conformément aux orientations de la Conférence susmentionnée, la Banque a continué, au cours de l'année 2008, d'apporter sa contribution aux efforts de lutte contre la pauvreté des Etats membres de l'Union malgré les contraintes que lui impose le manque de ressources concessionnelles face aux sollicitations croissantes des Etats. Elle a également développé son assistance technique au profit des Etats et ses activités de mobilisation de ressources financières.

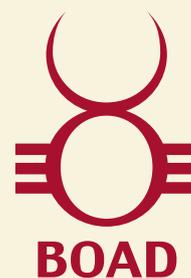
Le présent Rapport du Président de la BOAD à la 13ème Conférence ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA présente les activités de la Banque au cours de l'année 2008 et annonce les perspectives de l'Institution. L'année 2009 verra le démarrage effectif de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2009-2013 en vue d'une consolidation du dispositif institutionnel destiné à répondre efficacement aux attentes des Etats membres.





ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL
- 1.2. CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'UEMOA



1.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

L'économie mondiale est confrontée au défi de maintenir le rythme de la bonne tenue de sa croissance observée ces dernières années. En effet, la volatilité du prix du pétrole, la résurgence des tensions inflationnistes et la crise financière et boursière sans précédent depuis celle de 1929 confirment les perspectives d'un ralentissement de l'activité économique mondiale. Ainsi, les prévisions de croissance pour l'année 2008 ont été plusieurs fois révisées à la baisse pour se fixer actuellement à 3,9% contre 5% en 2007 et 5,1% en 2006.

La cause majeure du ralentissement de la croissance de l'économie mondiale est la baisse de l'activité de l'économie américaine, en liaison principalement avec le déclin du secteur de l'immobilier résidentiel, qui s'est accentué au cours du troisième trimestre de l'année 2007 avec la crise des prêts hypothécaires. Cette crise s'est traduite par une baisse marquée du crédit et des conséquences sur l'ensemble du système financier mondial.

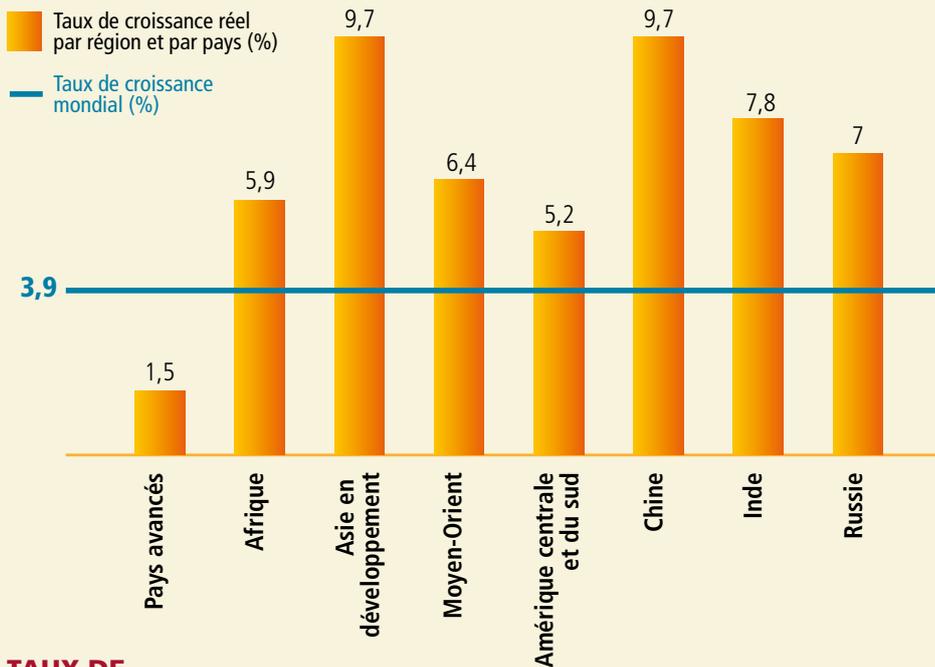
D'importants effets d'entraînements liés à la crise des prêts hypothécaires aux Etats-Unis se sont propagés aux économies des pays développés. Les perspectives de croissance pour ces économies ont été revues à la baisse, confirmant ainsi que la croissance des autres pays développés n'est pas suffisamment forte pour relayer celle des Etats-Unis, qui jusqu'ici est restée le principal moteur de la croissance mondiale.

Malgré les mesures prises par les gouvernements et les Banques centrales pour restaurer la confiance des marchés, la crise persiste avec des risques de ralentissement de l'activité économique résultant de la baisse de la consommation et de la production industrielle dans ces pays. Ainsi, la croissance dans les pays développés ne dépassera guère 1,5% en 2008 contre 2,6% en 2007 et 3,0% en 2006, selon les dernières estimations. Quant à l'inflation, elle se situerait à 3,6% contre 2,2% une année plus tôt.

CROISSANCES COMPARÉES DES PIB RÉELS DES ÉCONOMIES AVANCÉES

	ÉTATS-UNIS	ZONE EURO	ALLEMAGNE	FRANCE	JAPON	ROYAUME-UNI	CANADA	AUTRES ÉCONOMIES AVANCÉES	ÉCONOMIES AVANCÉES (ensemble)
Taux de croissance du PIB réel en 2008	1,6 %	1,3 %	1,8 %	0,8 %	0,7 %	1,0 %	0,7 %	3,1 %	1,5%
Taux de croissance du PIB réel en 2007	2,0 %	2,6 %	2,5 %	2,2 %	2,1 %	3,0 %	2,7 %	4,7 %	2,6 %
Évolution par rapport à 2007	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘

Source : FMI (WEO octobre 2008)



TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DANS QUELQUES RÉGIONS ET PAYS DU MONDE

Source : FMI (WEO octobre 2008)

Au regard de ces contre performances, il est à craindre que les économies dominantes n'entrent dans une période de récession.

Dans les pays émergents, la croissance est demeurée robuste, poussée par la hausse des produits de base et une forte demande intérieure. Plusieurs de ces pays ont été touchés par les effets de la tourmente financière mondiale, principalement à travers une forte volatilité sur leurs marchés domestiques de valeurs mobilières. Mais aucun de ces effets ne semble avoir

persisté. La résistance de ces économies tient en partie à l'amélioration des conditions macroéconomiques et à l'accumulation importante de réserves de change, mais aussi à la forte croissance enregistrée au cours des dernières années.

Une partie de ce dynamisme est attribuable à l'interdépendance grandissante, tirée par la croissance robuste et soutenue des deux pays émergents les plus peuplés, à savoir la Chine et l'Inde. Néanmoins, la croissance de ces économies a été de loin auto-soutenue et demeure extrêmement dépendante de l'environnement économique international, qui, en revanche, est largement déterminé par les politiques économiques et la performance des principaux pays développés. Pour l'année 2008, le taux de croissance connaît une légère décélération résultant particulièrement de l'inflation sous-jacente induite par la hausse des cours du pétrole et des produits alimentaires pour se situer à 6,9% contre 8% en 2007. Par ailleurs, les pays émergents subiraient une inflation généralisée plus accentuée que dans les pays développés : l'inflation pourrait y atteindre 9,4% en 2008 contre 6,4% en 2007.

Pour ce qui concerne l'Afrique sub-saharienne, la dynamique de croissance soutenue des quatre dernières années s'est poursuivie en 2008 quoique le taux de croissance soit en léger repli par rapport à 2007. Les dernières estimations situent la croissance en 2008 à 6,1% contre 6,9% en 2007. Ce repli de la croissance est dû à la grande vulnérabilité des économies de la zone aux divers chocs, notamment la flambée des prix du pétrole et des produits alimentaires importés ainsi que le ralentissement de l'activité dans les pays développés et émergents entraînant un recul de la demande. En dépit de la bonne performance en matière de croissance, le taux de chômage et de sous-emploi demeure élevé en Afrique en raison du fait que la croissance démographique dépasse largement les capacités restreintes de création d'emplois. Par ailleurs, des tensions inflationnistes sont observées dans la plupart des pays africains du fait notamment des prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires importés.

1.2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'UEMOA

1.2.1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE L'UEMOA

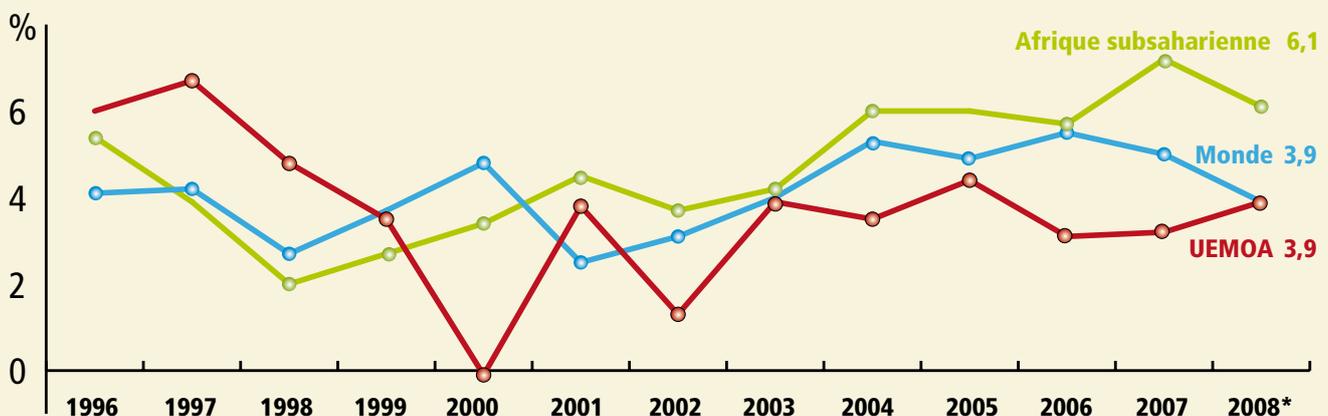
Les pays membres de l'UEMOA subissent, comme les autres pays en développement, les effets des récents chocs que sont la flambée des prix du pétrole et des produits alimentaires ainsi que le ralentissement de l'activité dans les pays développés et émergents.

En dépit des contraintes de ce contexte extérieur peu favorable, accentuées par les mauvais résultats de la campagne agricole 2007/2008 et la crise énergétique dans certains Etats, l'activité économique dans l'UEMOA enregistrerait une légère expansion en 2008 avec un taux de croissance de 3,9% contre 3,2% en 2007 et 2,9% en 2006.

Ce raffermissement de la croissance serait lié au renforcement des programmes d'investissements productifs notamment en infrastructures économiques dans le cadre des stratégies visant l'accélération de la croissance et la réduction de la pauvreté, ainsi qu'à l'amélioration de la gouvernance et en particulier les progrès enregistrés ayant permis aux pays confrontés à une situation interne difficile de bénéficier de l'appui financier des partenaires au développement dans le cadre de l'exécution des programmes de redressement économique. Il s'agit notamment de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau qui exécutent des programmes d'Assistance d'Urgence Post Conflict et du Togo qui a conclu un programme de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la croissance. Cependant, les effets de la crise bancaire et boursière internationale pourraient modérer le rythme de la croissance des économies de l'Union.

Le taux de croissance de 3,9% demeure, toutefois, nettement inférieur au niveau requis (7%) pour une réduction significative de la pauvreté dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et au taux de 6,1% attendu en Afrique subsaharienne.

ÉVOLUTIONS COMPARÉES DES TAUX DE CROISSANCE DES PIB RÉELS DANS L'UEMOA, LE MONDE ET L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DEPUIS 1996



Sources : FMI (WEO octobre 2008) et Commission de l'UEMOA (juin 2008)

	BÉNIN	BURKINA FASO	CÔTE D'IVOIRE	GUINÉE BISSAU	MALI	NIGER	SÉNÉGAL	TOGO	UEMOA
Taux de croissance du PIB réel en 2008	5,5 %	4,5 %	2,9 %	3,1 %	6,4 %	4,4 %	5,3 %	2,7 %	3,9 %
Taux de croissance du PIB réel en 2007	4,6 %	4,0 %	1,5 %	2,7 %	3,2 %	3,2 %	4,8 %	2,1 %	3,2 %
Évolution par rapport à 2007	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗

Sources : Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, Commission de l'UEMOA (juin 2008)

CROISSANCES COMPARÉES DES PIB RÉELS

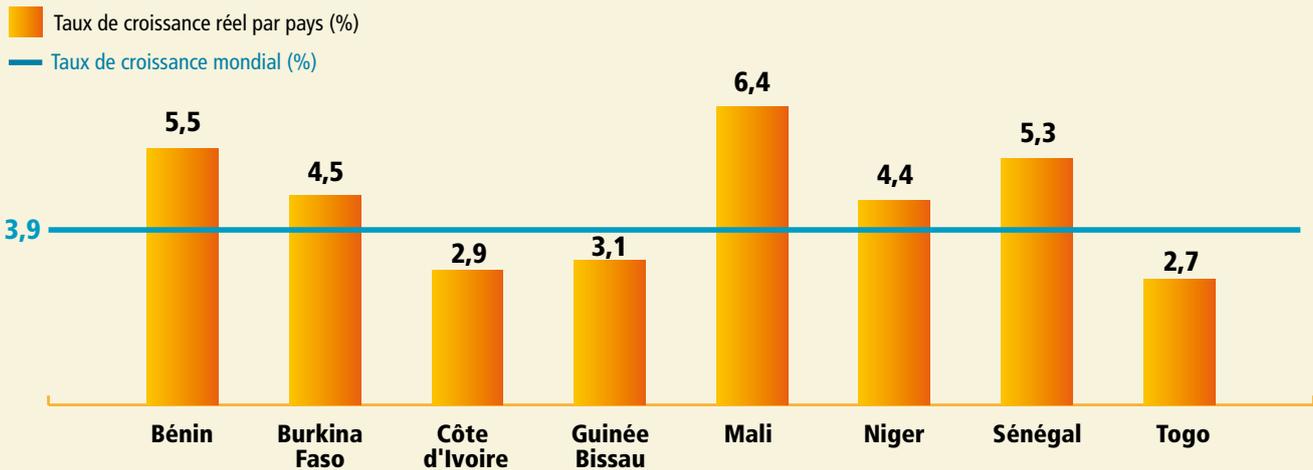
L'activité économique au sein de l'Union serait soutenue au niveau de l'offre par l'ensemble des secteurs de l'économie avec des spécificités selon les pays.

Au niveau du secteur primaire, la campagne 2007/2008 s'est soldée par une baisse de la production vivrière. Ce reflux a été principalement occasionné par l'arrêt précoce des pluies et les inondations dans certaines régions. Ainsi, la production céréalière a chuté de 2,6%. Le Burkina Faso et le Sénégal ont été les Etats membres les plus impactés avec des baisses respectives de -16,1% et -9,8%. En outre, la production de coton graine a connu un fléchissement record depuis le début de la décennie 1990. Les récoltes de la campagne 2007/2008 ont été caractérisées par un recul de 45,5%. Il a été également observé une baisse de la production arachidière de 1,7%. A l'opposée, la production de noix de cajou s'est améliorée avec une hausse de 5,7%. Par ailleurs, les productions de café et de cacao sont restées quasi stables.

S'agissant du secteur secondaire, il reste toujours marqué par une tendance baissière en liaison avec, entre autres, la baisse de l'activité des unités industrielles rattachées à la transformation ou au conditionnement des matières premières (coton), des industries chimiques et du raffinage. De même, globalement, les productions de pétrole, d'or, d'uranium et de phosphate ont fléchi respectivement de 0,2%, 1,2% et 1,3% au cours des six premiers mois de l'année 2008 comparativement à la même période un an plus tôt. Par contre, la production de ciment a connu une hausse sensible compte tenu du regain de vigueur de l'activité des Bâtiments et Travaux Publics.

Concernant le secteur tertiaire, il demeure dynamique avec une hausse de 9,0% de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail sur les six premiers mois de l'année 2008 contre 8,4% au cours de la même période de 2007.

S'agissant de la dette publique, une amélioration serait attendue au regard de la normalisation des relations entre les institutions financières internationales et les Etats de l'Union. Les différentes initiatives mises en œuvre en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Togo sont de nature à aboutir à un allègement de la dette de ces Etats. En 2008, l'encours de la dette devrait se situer à 33,5% du PIB contre 38,3% en 2007.



TAUX DE CROISSANCE DES PIB RÉELS DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Sources : Commission UEMOA (juin 2008)

Le solde des échanges extérieurs des Etats membres ressortirait à 147 milliards FCFA contre 708,7 milliards un an auparavant. Toutefois, les importations relatives aux produits alimentaires et pétroliers progresseraient plus rapidement que les exportations malgré la hausse du prix des produits miniers exportés. Ainsi, le déficit de la balance commerciale entrainerait un déficit de la balance courante de 5,4%.

Dans l'ensemble, la croissance la plus élevée serait enregistrée au Mali (6,4%) et la plus modérée au Togo (2,7%).

L'inflation induite par la flambée des prix des produits alimentaires et du pétrole, ressort à son plus haut niveau depuis dix ans de 7,2% en glissement annuel à fin juin 2008 contre 4,8% à fin mars 2008. L'inflation sous-jacente a poursuivi sa hausse, s'établissant à 3,1 % à fin juin 2008.

Plusieurs types de mesures, ayant une vocation transitoire, ont été mises en place, en vue d'amortir le choc des prix : les taxes et les droits de douane ont été allégés ou supprimés sur certains produits ; des plafonds ont été imposés sur le niveau des exportations, pour assurer avant tout la sécurité alimentaire nationale ; des augmentations salariales ont été consenties, soit dans la fonction publique, soit par le moyen d'un relèvement du salaire minimum ; enfin des transferts directs ciblés ont permis de toucher les couches sociales les plus vulnérables aux augmentations des prix des produits alimentaires de base à un coût moindre pour les finances publiques. Ces mesures bien qu'ayant un caractère transitoire, pourraient avoir des impacts sur la stabilité macroéconomique si elles ne sont pas soutenues par un programme de relance de la croissance de l'Union.

En outre, au regard des risques pesant sur la stabilité des prix, notamment l'accélération de l'inflation et le rythme soutenu de progression du crédit, la BCEAO a relevé d'un demi point son principal taux d'intervention, le taux de pension, depuis le 16 août 2008, pour le porter de 4,25% à 4,75%.

En dépit des efforts consentis par les Etats, le taux d'inflation dans la zone UEMOA en 2008 sera supérieur à la norme communautaire de 3%, contre 2,4% en 2007.

En 2008, horizon de convergence, trois Etats, à savoir le Bénin, le Mali et le Niger pourraient respecter les quatre critères de premier rang. Toutefois,

les tensions inflationnistes qui persistent depuis quelques mois pourraient remettre en cause le respect du critère relatif à l'inflation. Le respect des conditions de convergence par les trois Etats cités ci-haut et dont les PIB représentent environ 30% du PIB de l'Union, demeurerait insuffisant pour permettre l'accès de l'Union en phase de stabilité à fin décembre 2008.

Au niveau des finances publiques, il est attendu une aggravation des principaux soldes budgétaires. Le déficit global hors dons et le déficit global représenteraient 5,7% et 2,6% du PIB en liaison avec l'accroissement plus que proportionnel des dépenses par rapport aux recettes. En effet, les recettes budgétaires augmenteraient de 4,1% contre un relèvement des dépenses publiques de 8,8% sous l'effet de l'accroissement de la masse salariale, des transferts et subventions pour atténuer les impacts liés aux renchérissement des cours des produits alimentaires importés et du pétrole, ainsi que la poursuite des travaux de constructions d'infrastructures dans le cadre des stratégies de lutte contre la pauvreté.

1.2.2. CONTEXTE SOCIAL DE L'UEMOA

Le contexte social dans l'UEMOA a été marqué en 2008 par des manifestations dans certains Etats membres suite aux effets de la flambée des prix des denrées alimentaires ayant entraîné une baisse du pouvoir d'achat des populations. A la faveur d'un dialogue continu avec les couches socioprofessionnelles et de la mise en œuvre de mesures exceptionnelles d'atténuation du coût de la vie par les Etats membres, le climat social semble progressivement se stabiliser.

En matière de développement, des acquis ont été obtenus grâce aux politiques économiques et sociales mises en œuvre par les Etats. En effet, dans l'Union, la proportion de la population pauvre a relativement baissé depuis 1990 en passant de 51% à 38% en 2004 même si elle reste encore élevée au regard du rythme requis pour l'atteinte des OMD. Ces performances, quoique modestes, ont permis une amélioration de l'Indice du Développement Humain (IDH).

Ainsi, entre 1995 et 2005, l'IDH s'est amélioré dans six des huit Etats membres de l'UEMOA. Cette tendance a été constante pour cinq pays au cours des dix années. Toutefois, des contre-performances ont été constatées particulièrement dans deux Etats de l'Union compte tenu de plusieurs facteurs dont l'instabilité politique et les difficultés de gouvernance.

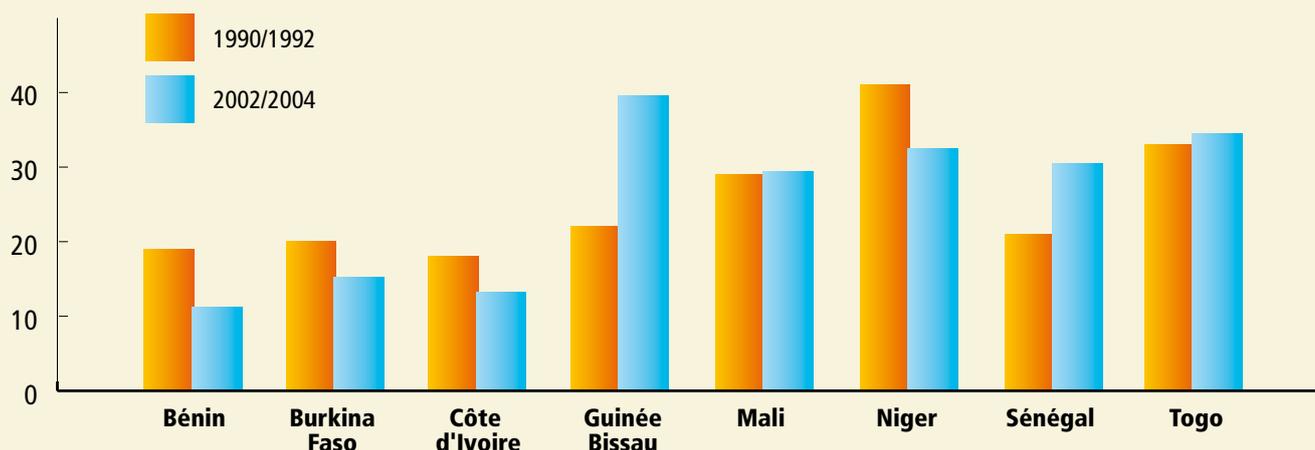
Dans la plupart des pays de l'UEMOA, la frange non négligeable de la population souffrant de la sous-alimentation s'est

PROPORTION DE LA POPULATION VIVANT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE SUR LA PÉRIODE 1990-2005

Population vivant en dessous du seuil de la pauvreté monétaire

	1 USD par jour (1990-2005)	Seuil national de pauvreté (1990-2004)
Bénin	30,9	29
Burkina Faso	27,2	46,4
Côte d'Ivoire	14,8	ND
Guinée Bissau	ND	ND
Mali	36,1	63,8
Niger	60,6	63
Sénégal	17	33,4
Togo	ND	32,3

Sources : Les Objectif du Millénaire pour le Développement



PROPORTION DE LA POPULATION SOUS ALIMENTÉE (en % de la population totale)

Sources : Rapport mondial sur le développement humain (PNUD 2007/2008)

également réduite entre 1990 et 2004. Cependant, avec la récente hausse du coût de la vie, il est à craindre une dégradation de la situation pouvant déboucher sur un accroissement de l'incidence de la pauvreté.

Les conditions de vie des populations de l'Union demeurent globalement précaires avec des poches de stagnation ou de manque d'accès notamment aux services sociaux de base à savoir l'eau potable, l'électricité, les infrastructures sanitaires, d'assainissement et d'éducation.

Cette situation témoigne de la nécessité pour les Etats membres de l'UEMOA d'intensifier les efforts dans la mise en œuvre des politiques vertueuses et porteuses de croissance économique et de progrès pour les populations.

C'est dans ce contexte que la BOAD, institution spécialisée de financement des économies de l'Union, a poursuivi son action de financement pour accompagner les Etats membres dans leurs efforts en vue de la création des conditions favorables à une croissance économique durable nécessaire à une réduction sensible de la pauvreté dans les Etats de l'Union.

EVOLUTION DE L'IDH DANS LES PAYS DE L'UEMOA ENTRE 1995 ET 2005

	1995	2000	2005	Évolution de l'IDH
BÉNIN	0,403	0,424	0,437	↗
BURKINA FASO	0,337	0,353	0,37	↗
CÔTE D'IVOIRE	0,436	0,432	0,432	↘
GUINÉE-BISSAU	0,35	0,365	0,374	↗
MALI	0,321	0,352	0,38	↗
NIGER	0,296	0,321	0,374	↗
SÉNÉGAL	0,449	0,473	0,499	↗
TOGO	0,514	0,521	0,512	↘

Sources : Rapport du PNUD sur le développement humain 2007/2008





2

FINANCEMENT DES PROJETS ET ASSISTANCE AUX ÉTATS

- 2.1. FINANCEMENT DES PROJETS
- 2.2. FINANCEMENT DES ÉTUDES
- 2.3. INTERVENTION PAR AXES STRATÉGIQUES
- 2.4. ASSISTANCE AUX ÉTATS

2.1. FINANCEMENT DES PROJETS

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2008, la BOAD a intensifié son action pour accompagner ses Etats membres dans leurs efforts de financement de projets d'investissement générateurs de croissance économique, en finançant 23 opérations pour un montant global de 98,8 milliards FCFA.

Ces investissements devraient contribuer à :

- promouvoir le développement de l'agriculture vivrière à travers la fourniture d'intrants nécessaire au renforcement de la production et de la sécurité alimentaire ;
- améliorer l'accès des populations aux services de base (téléphone, eau potable et électricité);
- soutenir le développement des infrastructures économiques (hôtellerie, télécommunications et routes) indispensables au renforcement de la compétitivité des économies et à leur intégration ;
- renforcer les capacités productives industrielles des économies de l'Union ;
- améliorer le cadre de vie des populations au moyen de la réalisation des infrastructures d'assainissement ;
- renforcer les ressources adaptées des banques pour le financement des PME/PMI en vue de promouvoir le développement du secteur privé.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la prépondérance du secteur marchand qui a bénéficié de 65,5 milliards FCFA, soit 66% des approbations de l'année. Ces financements contribueront à la réalisation essentiellement de projets d'infrastructures économiques.

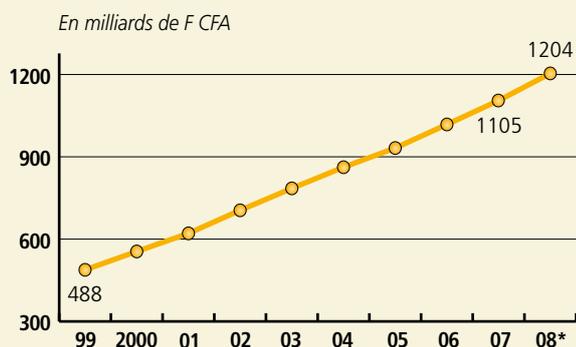
L'approbation de ces 23 nouveaux projets portera le volume des concours financiers de la Banque aux économies des Etats membres de l'Union à 1 204 milliards FCFA pour 474 projets au 30 septembre 2008, soit une progression des engagements nets cumulés de 9% par rapport à fin 2007. En tenant compte des prévisions d'approbations au 31 décembre 2008, les engagements nets cumulés de la BOAD s'élèveront à 1 410, 8 milliards FCFA pour 477 projets.

Au titre des décaissements, au 30 septembre 2008, la Banque a injecté 75

RÉPARTITION SECTORIELLE DES APPROBATIONS ANNUELLES 2008

	Approbations (millions de F CFA)	Nombre de projets	% approbation
SECTEUR NON MARCHAND	33 300	13	34%
Privé	42 000	08	43%
Public	23 500	2	24%
SECTEUR MARCHAND	65 500	10	66%
TOTAL	98 800	23	100%

ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS NETS CUMULÉS DE LA BOAD



Source : BOAD

ÉVOLUTION DES DÉCAISSEMENTS CUMULÉS ET DU TAUX DE DÉCAISSEMENT



*Au 30 septembre 2008

milliards FCFA dans le cadre de l'exécution des projets. Ce qui porte à 845,3 milliards FCFA le cumul de ses décaissements. Le taux de décaissement situé à 70% au 30 septembre 2008 pourrait se maintenir au 31 décembre 2008. La Banque a financé en 2008 la réalisation de trois (03) études de préparation de projets d'investissement pour un montant global de 727 millions

2.2. FINANCEMENT DES ÉTUDES

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS EN 2008 SELON LA FORME D'INTERVENTION

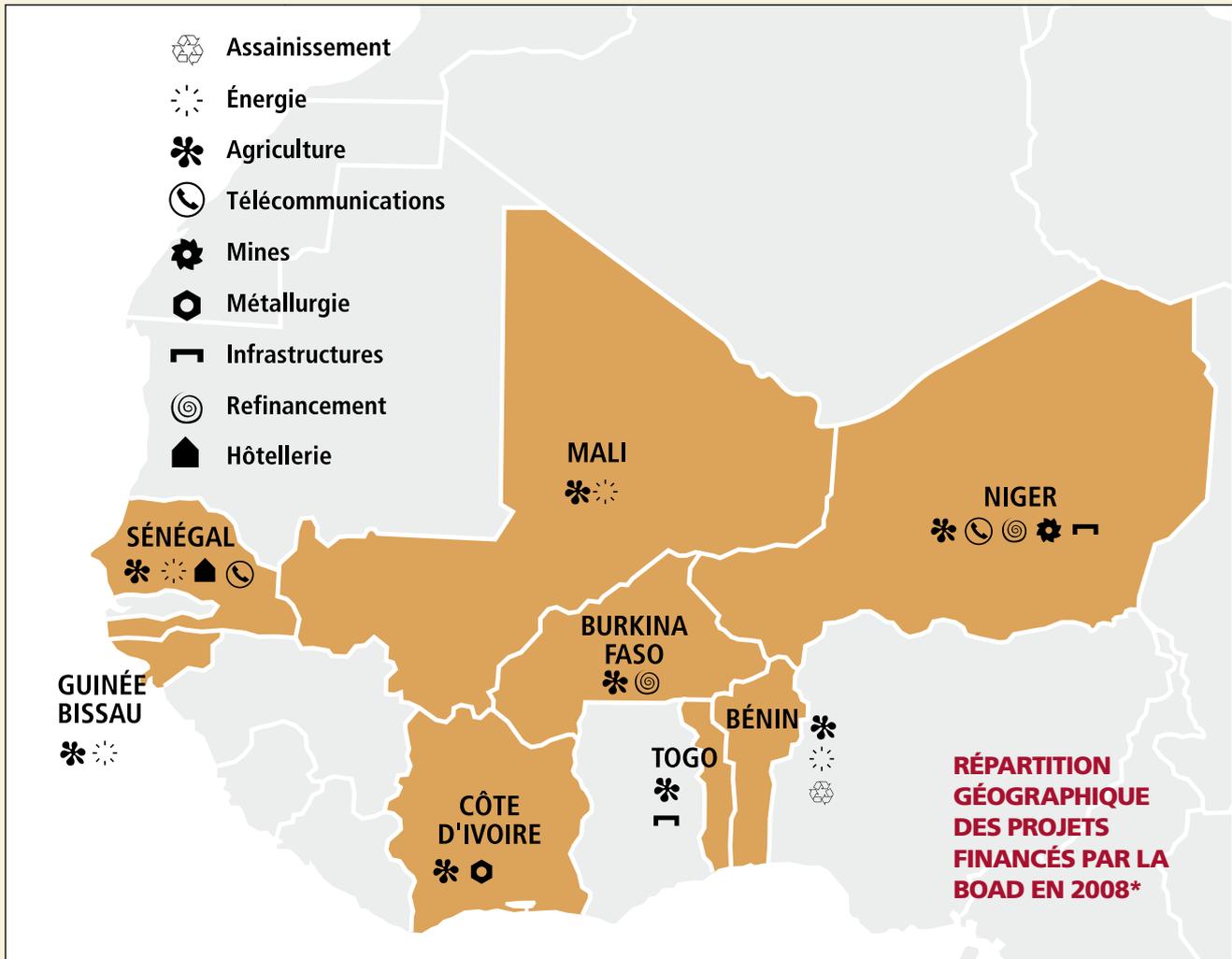
FCFA. Il s'agit des études relatives :

- à l'aménagement de la route des pêches et de ses bretelles d'accès au Bénin pour un coût de 200 millions FCFA ;
- au développement intégré de la région du Ouassoullou au Mali dont le financement s'élève à 227 millions FCFA ;
- à l'aménagement et au bitumage de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda en Côte d'Ivoire pour un coût de 300 millions FCFA.

Si à travers l'ensemble des financements de la Banque, l'objectif est le renforcement de la lutte contre la pauvreté, une attention particulière est

Formes	Montant (millions de F CFA)	Nombre de projets
Prêts directs	87 800	19
Prêts indirects	6 000	2
Prises de participation	5 000	2
TOTAL	98 800	23
Études opérationnelles	727	3

Sources : BOAD



2.3. INTERVENTION PAR AXES STRATÉGIQUES

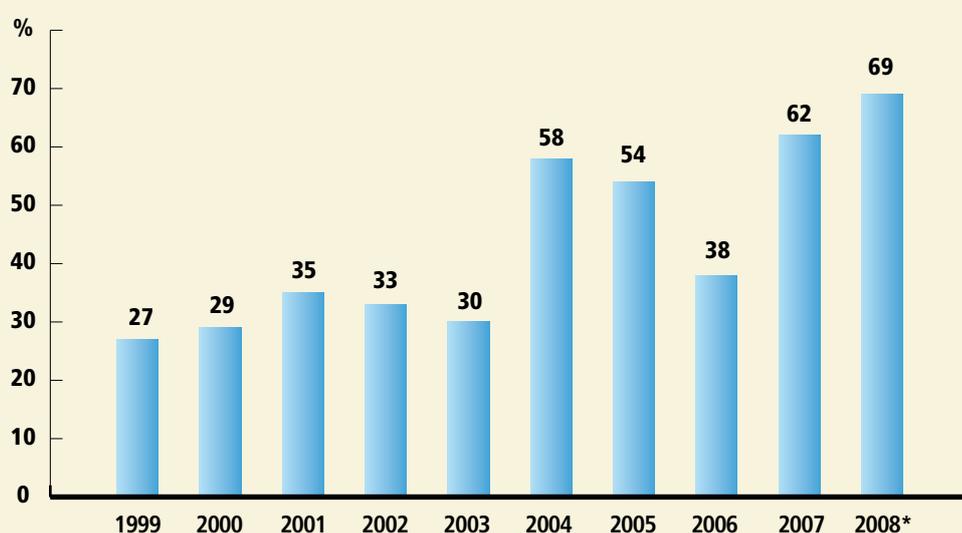
portée sur les actions destinées directement aux populations les plus défavorisées, au financement et à la promotion de l'intégration économique, au soutien au secteur privé.

2.3.1. ACTIONS EN FAVEUR DES COUCHES SOCIALES LES PLUS VULNÉRABLES

Une part importante des interventions de la BOAD en 2008 a visé l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations tant en zone rurale qu'urbaine par le financement de multiples projets d'équipements hydrauliques et d'assainissement, d'électrification rurale, d'aménagements hydro agricoles, de pistes rurales de desserte et de sécurisation des systèmes d'élevage. Ainsi, 56,8 milliards FCFA ont été consentis dans ce domaine pour la réalisation de quinze (15) projets d'investissement, soit 57% des approbations de l'année.

En matière de développement rural et agricole, les financements octroyés permettront le développement des capacités d'organisation et de gestion

**ÉVOLUTION
DE LA PART
DES PROJETS
EN FAVEUR
DES COUCHES
SOCIALES LES PLUS
VULNÉRABLES
DANS LE CUMUL
DES ENGAGEMENTS
NETS DE LA BOAD**



Source : BOAD

*Au 30 septembre 2008

des populations rurales, l'intensification et la diversification de la production agropastorale ainsi que la réalisation d'infrastructures socio-économiques de base notamment les infrastructures de désenclavement, les centres de santé et les équipements pastoraux. Ils contribueront également à l'appui et à la sécurisation des systèmes d'élevage nomade. Toutes ces réalisations visent le renforcement de l'autosuffisance alimentaire ainsi que l'amélioration des revenus des populations concernées.

En matière d'assainissement, l'intervention de la BOAD permettra le pavage et l'assainissement de 14 512 mètres linéaires de rues et la construction de caniveaux de drainage des eaux pluviales le long de ces rues. Il contribuera à améliorer l'environnement urbain et la situation sanitaire des zones concernées.

En matière d'infrastructures routières, les projets financés par la Banque contribueront à améliorer le réseau routier à travers l'aménagement de route en terre et la réalisation de route bitumée participant ainsi au désenclavement et à la facilitation des échanges économiques aux niveaux national et sous régional.

En matière d'amélioration de l'accès à l'électricité, des projets d'interconnexion des réseaux nationaux de distribution électrique et de développement de capacités de production ont été financés notamment au Mali. Ils contribueront à réduire le coût de production de l'énergie, facteur indispensable au renforcement de l'attrait du pays

pour les investissements directs étrangers.

Au total, depuis le démarrage des activités opérationnelles de la BOAD, le cumul des financements consacrés directement à l'amélioration des conditions et du cadre de vie des couches vulnérables s'élève à 827 milliards FCFA pour 277 opérations, soit 69 % de ses engagements nets cumulés.

2.3.2. FINANCEMENT ET PROMOTION DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Les financements consentis en 2008 par la BOAD pour promouvoir l'intégration régionale s'établissent à 20 milliards FCFA pour trois (3) projets, représentant 20% des approbations de l'année. Ces financements appuieront la réalisation de projets d'interconnexion de réseaux électriques et routiers ainsi qu'une prise de participation.

En ce qui concerne l'interconnexion des réseaux électriques nationaux, il s'agit de deux projets qui s'inscrivent dans le cadre de la recherche au

TYPE DE PROJET	MONTANT <i>En millions de F CFA</i>	NOMBRE DE PROJETS	FINANCEMENTS ALLOUÉS À L'INTÉGRATION EN 2008
Énergie électrique	12 500	1	62 %
Infrastructure routière	5 250	1	26 %
Prise de participation	2 500	1	12 %
Total	20 250	3	100 %

RÉPARTITION DES FINANCEMENTS DES PROJETS INTÉGRATEURS EN 2008 SELON LE TYPE DE PROJETS

Source : BOAD

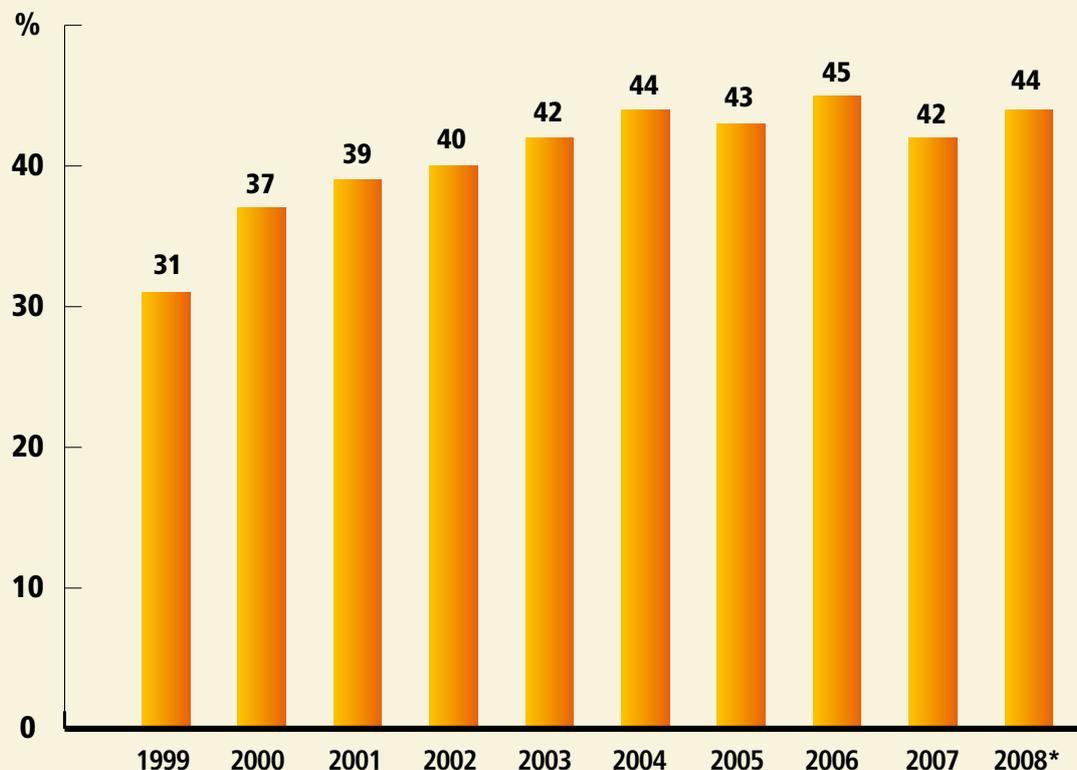
niveau sous régional de solution à la crise énergétique que connaissent certains pays de l'Union.

S'agissant du développement du réseau routier sous-régional, la BOAD à travers sa mission de financement de l'intégration soutient le renforcement de la connectivité des pays de l'UEMOA. Dans ce sens, en 2008, elle a participé au financement du projet d'aménagement et de bitumage d'un important axe routier entre le Togo et le Burkina Faso.

Au total, depuis 1976, le cumul des concours consentis au financement de l'intégration régionale se chiffre à 528,5 milliards FCFA pour 148 opérations, soit 44 % de ses engagements nets cumulés.

ÉVOLUTION DE LA PART DES PROJETS INTÉGRATEURS DANS LE CUMUL DES ENGAGEMENTS NETS DE LA BOAD

Source : BOAD



*Y compris prévisions d'approbations de décembre 2008

2.3.3. SOUTIEN AU SECTEUR PRIVÉ

La BOAD a appuyé l'initiative privée avec 42 milliards FCFA pour la mise en œuvre de 8 projets, représentant environ 43% de ses approbations de l'exercice, au 30 septembre 2008.

Ces financements visent à contribuer à l'extension, la modernisation, la diversification de sociétés de production de biens et services, à la consolidation du système financier et au financement des PME/PMI. Ils concernent presque tous les domaines d'activités en particulier la transformation des produits locaux, la densification du tissu industriel, la modernisation de l'outil de production (mines et métallurgie), l'amélioration des services notamment l'hôtellerie et les télécommunications.

Au total, le cumul des concours consentis en faveur du développement du secteur privé est évalué à 377 milliards FCFA pour 198 opérations, soit 31 % de ses engagements nets cumulés sous forme de prêts directs, de prises de participation et de prêts indirects.

EVOLUTION DES APPROBATIONS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DU SECTEUR PRIVÉ

Source : BOAD



**Aucune prise de participation n'a été effectuée

2.4. ASSISTANCE AUX ÉTATS

La BOAD a poursuivi en 2008 sa mission d'assistance technique aux Etats membres de l'UEMOA en consacrant 101 millions FCFA au soutien à leurs efforts de développement. Cette assistance touche divers domaines d'intérêt et de préoccupation des Etats membres de l'Union, notamment :

- la prise en compte de la composante environnementale et sociale des projets ;
- l'organisation de tables rondes des bailleurs de fonds et de divers séminaires et rencontres sous-régionales.

Dans le domaine de la gestion environnementale et sociale, les activités menées par la Banque en 2008 s'inscrivent dans la promotion du développement durable de ses Etats membres et ont concerné :

- la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la réalisation d'une vingtaine de projets financés ou en cours d'étude dans les pays de l'UEMOA ;
- l'organisation, au cours des mois de mars et avril 2008, de deux sessions de formation en étude d'impact environnemental et social à l'Institut International de l'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à Ouagadougou au profit de bureaux d'études et des entreprises des Travaux Publics de l'espace UEMOA.

Par ailleurs, au cours de l'année 2008, la Banque a apporté son soutien et participé aux tables rondes des bailleurs de fonds organisées par le Mali à Bamako (12 et 13 juin 2008) et par le Togo à Bruxelles (18 et 19 septembre 2008).

L'assistance de la Banque a également concerné la bonification de taux d'intérêt des prêts octroyés au secteur public non marchand des Etats membres. Ainsi, elle a consenti en 2008, des allègements à hauteur de 2,63 milliards FCFA sur les conditions d'emprunt de 13 prêts d'un montant total de 33,3 milliards FCFA dans les domaines des infrastructures routières, de l'assainissement, de l'énergie, du développement rural et des programmes d'urgence à la sécurité alimentaire. Ces interventions ont permis aux Etats bénéficiaires de respecter leurs engagements en matière de concessionnalité des emprunts contractés.

Au total, le montant de l'assistance ainsi consentie par la Banque au cours de l'année 2008 s'établit à environ 2,73 milliards FCFA, dont 101 millions FCFA au titre de l'assistance aux Etats et 2,63 milliards FCFA pour les bonifications de taux d'intérêt.





3

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET MOBILISATION DES RESSOURCES

- 3.1. COOPÉRATION ET RECHERCHE DE FINANCEMENT
- 3.2. PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

3.1. COOPÉRATION ET RECHERCHE DE FINANCEMENT

En vue de renforcer ses moyens d'intervention en faveur de ses Etats membres, la Banque a poursuivi ses actions de mobilisation de ressources auprès de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux et sur le marché des capitaux.

Les efforts de la Banque au cours de l'année 2008 ont permis d'obtenir une ligne de crédit de 70 millions d'Euros (environ 46 milliards FCFA), octroyée par Exim Bank de Chine. D'autre part, les négociations se poursuivent avec la Banque de Développement de Chine pour la mise en place en faveur de la BOAD d'une ligne de crédit d'un montant de 60 millions d'Euros (39,4 milliards FCFA).

En outre, la BOAD a signé le 21 juillet 2008 avec la BAD, des Accords relatifs à un programme financier de cette institution en sa faveur.

Ce programme comprend :

1. une souscription à l'augmentation du capital de la BOAD pour un montant de 3 048 980 Euros (2 milliards FCFA) ;
2. un appui institutionnel sous forme de don d'un montant de 953 000 dollars US (environ 430 millions FCFA) pour le renforcement des capacités institutionnelles de la BOAD ;
3. une ligne de crédit d'un montant de 40 millions d'Euros (26,24 milliards FCFA) destinée au financement des projets des secteurs de l'industrie et des services dans les pays membres de l'UEMOA.

Par ailleurs, les contacts sont en cours avec les partenaires traditionnels (AFD, PROPARGO, BEI,...) pour obtenir un renouvellement des concours octroyés à la BOAD. De nouveaux partenaires sont prospectés pour élargir le cercle des bailleurs de fonds et actionnaires de la Banque (Brésil, Italie,...).

RESSOURCES MOBILISÉES PAR LA BOAD AU 31.07.2008

	Ressources pour le financement de prêts	Ressources pour financement d'études et de prise de participation	Concours non remboursables	TOTAL
Montants Cumulés <i>(en milliards de F CFA)</i>	599,48	4,90	55,64	660,02
%	90,8 %	0,7 %	8,4 %	100 %

Source : BOAD

Sur le marché financier régional, la Banque a réalisé en février 2008, une émission par adjudication de bons de 22,495 milliards FCFA.

La première tranche, de 30 milliards FCFA, du programme d'émission de titres d'emprunts d'un montant global de 100 milliards FCFA a été lancée.

Au total, depuis le démarrage de ses activités en 1976, la Banque a mobilisé 660,025 milliards FCFA pour le financement de ses activités en faveur des économies de l'Union.

De plus, au titre des actions engagées en vue de l'élargissement et de la diversification de son actionnariat, la BOAD a eu des échanges avec des partenaires, notamment le Brésil, sur les questions relatives à leur entrée dans son capital et à la mise à disposition de fonds d'assistance technique. Elle a de même sollicité auprès de la Belgique, du Danemark, de la Commission Européenne et du Groupe de l'AFD l'octroi de ressources concessionnelles pour le financement de projets du secteur public non marchand.

S'agissant de la coopération avec le Groupe de l'AFD, la Banque a réalisé plusieurs activités dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat dans le domaine environnemental. La BOAD et l'AFD ont exprimé leur ferme volonté d'établir un partenariat stratégique et de densifier leur coopération financière et technique. A cet effet, la BOAD a souscrit au capital de la PROPARCO, filiale de l'AFD dédiée au financement du secteur privé pour un montant d'environ 2,5 milliards FCFA.

Par ailleurs, la BOAD a poursuivi sa coopération avec le FIDA en matière d'administration des prêts/dons et de supervision des projets cofinancés. En outre, il convient de mentionner l'appui de la Banque au FIDA pour l'évaluation de projets au Burkina Faso et pour l'animation d'un atelier de formation sur les demandes de décaissements.

La BOAD a également poursuivi, en sa qualité d'institution chargée de la gestion du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA (PDMF), la mobilisation des ressources prévues dans le cadre de ce projet dont l'objectif est de contribuer au développement du marché financier régional.

3.2. PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

La mise en œuvre du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA (PDMF/UEMOA) s'est poursuivie au cours de l'année 2008 en synergie avec les autres institutions et organes de l'Union (BCEAO, Commission de l'UEMOA et CREPMF) et le concours des bailleurs de fonds (Association Internationale de Développement, Agence Multilatérale de Garantie des Investissements, Agence Française de Développement et Agence Canadienne de Développement International).

Après la restructuration intervenue au cours de l'année 2008, marquée par un recentrage de ses activités autour des composantes assistance tech-

nique et ligne de crédit infrastructures, le Projet commence à connaître une meilleure orientation.

Au plan de l'assistance technique et de l'appui institutionnel, des avancées significatives ont été obtenues dans le processus de réformes réglementaires engagées en vue de l'approfondissement et du développement du marché financier régional, notamment celles relatives aux garanties des émissions de titres de créances ou de valeurs mobilières représentatives de créances, à la mise en place du cadre juridique du marché hypothécaire régional, à la modernisation des textes réglementaires du marché et à l'harmonisation de la fiscalité des valeurs mobilières au sein de l'Union. Au regard de l'état d'avancement des actions et du calendrier établi, ces réformes s'achèveront au cours de l'année 2009.

Le renforcement des capacités des acteurs clés du marché s'est traduit par l'organisation de séminaires de formation au profit des membres du collège du Conseil Régional et des acteurs commerciaux du marché (SGI, SGP, etc.). Les agents du Secrétariat Général du CREPMF et de la BRVM ont également bénéficié d'actions de formation durant la période.

S'agissant de la composante Ligne de crédit Infrastructures, la principale évolution enregistrée est la levée de la dernière contrainte au décaissement des ressources, avec la fin de la revue a priori par l'IDA du processus de passation des marchés des deux premiers projets imputés sur cette ligne de crédit. Cinq projets routiers au total sont en cours d'exécution sur les ressources de la ligne de crédit. Il s'agit des routes Ouagadougou-Pô-Frontière du Ghana au Burkina Faso, Tambacounda-Medina Gounass au Sénégal, Niamey-Ouallam au Niger, Bougouni-Koalé et Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière du Burkina Faso au Mali.

La Banque ambitionne de consommer la totalité de la ligne de crédit avant la fin de l'année 2009 afin d'obtenir des bailleurs de fonds son renouvellement pour un montant plus important.





4

CONTRIBUTION À L'ÉLABORATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES RÉGIONALES

- 4.1. PROBLÉMATIQUE
DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA CRISE ÉNERGÉTIQUE
- 4.2. LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE
- 4.3. RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE
DE LA BOAD SUR LE MARCHÉ
RÉGIONAL DES CAPITAUX
- 4.4. MISE EN ŒUVRE DU PACITR,
DU WAPP, DU PER ET DU PIC
- 4.5. RÉFLEXIONS SUR
LES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES
DE L'UNION

La Banque a participé en 2008 aux réflexions engagées à la demande des organes délibérants de l'Union sur les problématiques de financement des économies de l'Union, sur la recherche de solutions à la crise énergétique et sur la relance de la production agricole suite à l'augmentation du coût de la vie consécutive à la flambée des prix des produits alimentaires.

La Banque a également renforcé sa présence sur le marché régional des capitaux dans le cadre de la mobilisation de ressources nécessaires au financement de ses activités.

4.1. PROBLÉMATIQUE DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

La 12^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), tenue à Ouagadougou, le 17 janvier 2008, s'est préoccupée d'une part, du problème récurrent du financement de l'économie sous-régionale et, d'autre part, de la crise de l'énergie électrique affectant les Etats membres.

Dans la perspective de trouver des solutions idoines et durables, le Président de la République du Bénin a été investi par ses pairs pour présider les travaux d'une Commission chargée de proposer des réponses appropriées à ces défis. Cette Commission est composée, entre autres, des organes et institutions communautaires que sont la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Commission de l'UEMOA et le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) de l'UMOA.

La BOAD a pris activement part à l'ensemble des travaux de la Commission qui ont abouti à l'élaboration d'un ensemble de propositions à soumettre à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

4.2. LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

Au cours de l'année 2008, la BOAD a contribué à la mise en œuvre d'actions visant la relance de la production vivrière dans l'UEMOA issues des réflexions conduites en synergie avec la BCEAO et la Commission de l'UEMOA conformément aux instructions du Conseil des Ministres.

Ces actions ont été rendues nécessaires par la conjoncture économique assez difficile liée à la hausse des prix des produits de première nécessité qui a entraîné des manifestations dans certains pays de l'Union.

Dans ce cadre, la Banque a accordé une attention particulière au financement d'urgence des projets agricoles au cours de l'année 2008. Ainsi, ses approbations en faveur du secteur agricole en 2008 s'élèvent à 13,3 milliards FCFA.

Les points d'application de ces concours au titre des actions s'insèrent dans les programmes nationaux de sécurité alimentaire des Etats. Ces financements ont concerné l'achat de semences, d'engrais, de produits phytosanitaires et d'équipements de transformation. L'objectif est de promouvoir la production végétale à cycle court en vue d'un accroissement de l'offre de produits vivriers.

4.3. **RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE DE LA BOAD SUR LE MARCHÉ REGIONAL DES CAPITAUX**

La Banque a poursuivi en 2008 ses initiatives en faveur de la promotion d'un marché hypothécaire régional, ainsi que celle de la titrisation d'actifs et de fonds communs de placement. Ces trois projets forment un ensemble cohérent dont les synergies doivent permettre à la BOAD de contribuer efficacement au recyclage des liquidités oisives de l'Union en faveur du financement des investissements et d'engager une politique de promotion des services financiers.

Au titre de la promotion du marché hypothécaire régional, la BOAD a retenu de concert avec la BCEAO et le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) et avec l'appui des partenaires au développement, de promouvoir, simultanément, trois modes de refinancement : la titrisation d'actifs, les obligations sécurisées et une caisse régionale de refinancement hypothécaire.

Une étude de faisabilité commanditée par la Banque avait conclu positivement sur la faisabilité d'un programme de titrisation de créances BOAD. La mise en œuvre des opérations de titrisation exigeait cependant des adaptations du cadre réglementaire et légal de la cession de créances dans l'Union, ainsi que de la réglementation des opérations sur le marché financier régional. Ces adaptations sont en cours dans le cadre global de la mise en place d'un marché hypothécaire régional UEMOA auquel la BCEAO, la BOAD et le Conseil Régional (CREPMF) coopèrent.

Dans ce cadre, les trois institutions ont finalisé les termes de référence des études préalables à la mise en place du marché hypothécaire régional. L'étude sur le cadre juridique du marché hypothécaire a été réalisée. Les deux projets de règlements portant sur la titrisation et les obligations sécurisées seront prochainement soumis au Conseil des Ministres de l'Union.

Dans le cadre de la réalisation du projet, la BOAD a également financé sur ses fonds propres deux études portant sur : (i) l'évaluation du potentiel de la titrisation d'actifs et du marché hypothécaire, et (ii) la détermination de l'architecture du marché hypothécaire de l'UEMOA avec l'étude de faisabilité d'une caisse régionale de refinancement hypothécaire.

Les résultats de ces études alimenteront un séminaire d'information des décideurs de l'Union sur la promotion d'un marché hypothécaire et de la titrisation dans l'UEMOA.

La BOAD attend l'approbation des projets de règlements sur la titrisation et les obligations sécurisées pour engager ses premières opérations de titrisation dans le cadre d'une politique active de promotion des services

4.4. MISE EN ŒUVRE DU PACITR, DU WAPP, DU PER ET DU PIC

financiers dans l'Union.

Dans le cadre de la poursuite de Programme d'Actions Communautaire des Infrastructures et du Transport Routiers (PACITR), la BOAD a pris une part active aux travaux de réflexion dans différents cadres de concertation régionale, notamment :

- Réunion du Comité de pilotage du PACITR ;
- Première réunion du Comité Technique Mixte du Programme Routier 2 (PR2) sur le corridor Bamako-Kati-Kita-Saraya-Kédougou-Kaolack-Dakar.

Concernant la mise en œuvre du Pool énergétique ouest africain (WAPP), la Banque a consenti des financements pour la réalisation du projet d'interconnexions électriques des réseaux de la Côte d'Ivoire et du Mali, pour un montant de 12,5 milliards FCFA.

La Banque a également marqué un intérêt pour le projet de production d'énergie concernant la centrale de Kahone (Kounoune II) au Sénégal, pour un montant de 7,3 milliards FCFA ainsi que le financement des projets OMVG des barrages hydroélectriques de Kaléta et de Sambagalou, et des lignes d'interconnexions « Guinée-Guinée Bissau- Gambie-Sénégal » et « Nord Nigeria-Niger-Burkina-Togo-Bénin ».

S'agissant du Programme Economique Régional (PER), la BOAD a participé aux différentes réunions du Comité de Pilotage du Programme et a, conformément aux recommandations de la Table ronde, contribué à la réalisation de l'étude engagée par la Commission de l'UEMOA sur la mise en place du Cadre institutionnel de mobilisation de ressources annoncées en vue de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du PER.

Dans le cadre des programmes d'opérationnalisation de la Politique Industrielle Commune (PIC), la BOAD a participé aux travaux du Comité de pilotage du Programme de Restructuration et de Mise à Niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA (PRMN), ainsi qu'aux différentes réunions organisées dans le cadre de ce programme à savoir les réunions des Directeurs des Bureaux de restructuration et de mise à niveau et des Ministres chargés du PRMN.

4.5. RÉFLEXIONS SUR LES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DE L'UNION

À l'occasion de la célébration de son 35^{ème} anniversaire, la BOAD a organisé un forum sur le thème : « les Etats membres de l'UEMOA face aux défis du développement ». Ce forum a connu la participation des représentants des Etats membres, des institutions de l'UEMOA, des organisations professionnelles, du secteur privé, des universités et centres de recherche.

Le choix du thème du forum a été guidé par l'importance et la persistance des grands défis auxquels sont confrontés les Etats membres de l'UEMOA. Au nombre de ces défis, figurent ceux du développement agricole, de la disponibilité de l'énergie et de la préservation de l'environnement. La BOAD, en sa qualité de Banque de développement des Etats membres de l'UEMOA, entend avec l'appui des Hautes Autorités de l'Union apporter sa contribution en consolidant ses acquis dans le financement du développement. Le forum s'est appesanti sur trois préoccupations majeures de l'Union. A cet égard les sous thèmes suivants ont été examinés :

- l'énergie : enjeux et perspectives au sein de l'UEMOA ;
- l'agriculture : conditions du développement agricole et sécurité alimentaire dans les Etats de l'UEMOA ;
- l'environnement : changements climatiques et développement durable.

Les interventions et les débats au cours du forum ont permis de mieux cerner les défis auxquels sont confrontés les Etats membres de l'Union liés à l'agriculture, à l'énergie et à l'environnement. Ils ont contribué à appréhender les perspectives d'actions pour les lever.

4.5.1. L'ÉNERGIE : ENJEUX ET PERSPECTIVES AU SEIN DE L'UEMOA

La problématique du secteur de l'énergie au sein de l'Union tient essentiellement au déficit de l'offre. Cette situation s'explique notamment par l'insuffisance des investissements, l'obsolescence des équipements de production et se traduit par un taux d'accès moyen à l'électricité de 17% dans un contexte où la biomasse représente 80% des bilans énergétiques nationaux. A cela s'ajoute le coût élevé du KWh en liaison avec la dépendance aux produits pétroliers.

Afin de résoudre la crise énergétique au sein de l'Union, nombre d'initiatives communes ont été prises, notamment le système d'Echange d'Energie Electrique Ouest Africain (EEEOA) et le projet de Gazoduc Ouest Africain. Ces initiatives visent l'intégration des systèmes électriques nationaux en un marché régional unifié permettant l'approvisionnement fiable, stable et à coût abordable de l'électricité.

Au titre de ses interventions, la BOAD a financé 50 projets pour un concours global de plus de 218 milliards FCFA dans les activités de production, de transport et de distribution d'énergie. Entre 2001 et 2008, ses concours en faveur des projets achevés et en cours devraient permettre un renforcement des capacités de production d'énergie de plus de 260 MW et contribuer à l'extension du réseau de transport et de distribution de plus de 6 000 km. En marge de ces interventions, la BOAD contribue activement à toutes les réflexions au sein de l'Union.

4.5.2. L'AGRICULTURE : CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES ÉTATS DE L'UEMOA

L'agriculture représente 1/3 du PIB de l'UEMOA et procure environ 60% de l'ensemble des emplois. En outre, l'Union dispose de grandes potentialités pour le développement du secteur mais est confrontée à des contraintes d'ordre climatique, pédologique, technique, organisationnel, financier et surtout politique. Ces contraintes se traduisent par des crises alimentaires récurrentes entraînant souvent des situations d'instabilité économique et sociale.

Pour relever ces défis, deux objectifs majeurs des politiques agricoles au niveau national et régional doivent être atteintes : (i) assurer la sécurité alimentaire sur la base d'un développement agricole durable et (ii) lutter contre la pauvreté, notamment en milieu rural. La politique agricole de l'Union (PAU) est une réponse des pays de l'espace UEMOA aux défis du développement agricole. Toutefois, elle devra contribuer à modifier fondamentalement les conditions de production et d'échange dans l'espace UEMOA. Dans la perspective de développer durablement l'agriculture dans les pays de l'Union, des pistes de réflexion ont été dégagées et s'articulent comme suit :

- développer des complémentarités et des synergies entre les pays de l'Union dans le cadre d'initiatives régionales de développement agricole et rural ;
- développer le commerce régional des produits agricoles afin de mieux influencer les négociations commerciales internationales (OMC, APE...);
- assurer la cohérence de l'assistance au développement avec les objectifs et les principes du NEPAD ;
- définir un Programme National d'Investissement Agricole avec un objectif de croissance annuelle de 6% et une contribution budgétaire de 10% (engagement de Maputo) ;
- développer le partenariat public – privé afin de promouvoir les investissements privés en milieu rural ;
- tirer des leçons de l'expérience de la BOAD dans le financement des projets et programmes de développement agricole et rural à travers le financement des filières agricoles d'amont en aval avec des investissements structurants. A cet effet, la contribution de la BOAD en terme de financement de projets de développement rural est estimée à 160 milliards de francs CFA.

4.5.3. L'ENVIRONNEMENT : CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

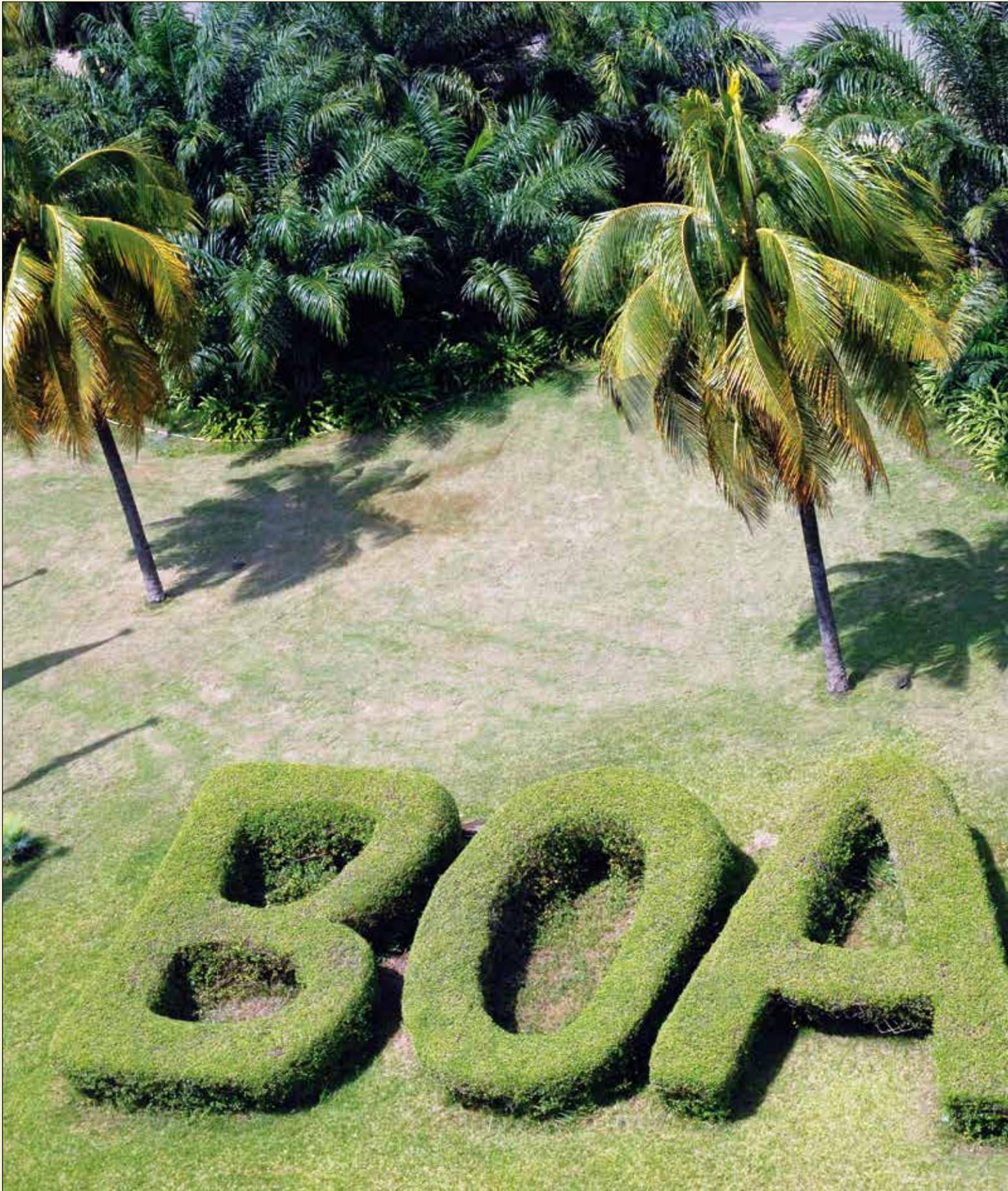
L'Afrique doit faire face au défi majeur du changement climatique qui constitue un risque économique et politique. Les changements climatiques à l'échelle régionale ont déjà des répercussions visibles notamment la fréquence accrue des inondations, les ressources en eau, la production agropastorale, la sécurité alimentaire, les forêts, la biodiversité, l'érosion côtière et également sur la santé humaine.

Ces dérèglements climatiques sont aujourd'hui une réalité et devront désormais être pris en compte dans les stratégies de développement des pays de la sous région afin de juguler leurs effets dommageables au développement durable.

Les tentatives de réponses aux défis des changements climatiques ont été apportées au niveau international. Des opportunités de développement s'offrent au continent avec notamment les financements carbone. En vue de bénéficier de ces ressources, il conviendrait pour les Etats de l'Union de :

- renforcer les capacités nationales et consolider le cadre règlementaire régional ;
- dynamiser le portefeuille de projets pour une croissance de moyen terme ;
- se mobiliser pour Copenhague 2009 en vue du maintien et de l'élargissement des projets finançables.

La BOAD, s'est investie dans la recherche de solutions aux principaux problèmes environnementaux auxquels est confrontée la sous région. Consciente des menaces que font peser les changements climatiques sur la stabilité et la sécurité de ses Etats membres, la BOAD a élaboré une politique environnementale et sociale applicable à tous les projets soumis à son financement.

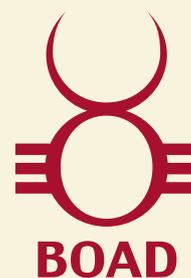




5

GESTION ET GOUVERNANCE DE LA BANQUE

- 5.1. ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE 2009-2013
- 5.2. GOUVERNANCE
- 5.3. RESSOURCES HUMAINES ET AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL
- 5.4. SITUATION FINANCIERE



Au cours de l'année 2008, la Banque a poursuivi l'amélioration de sa gestion et de sa gouvernance. Les principales actions ont porté sur l'élaboration d'un plan stratégique 2009-2013, le renforcement des facteurs de bonne gouvernance, des capacités des ressources humaines et la poursuite de la consolidation de la situation financière de l'Institution.

5.1. ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2013

Suite à un séminaire de réflexions avec l'ensemble du management de la Banque tenu en mai 2008, la décision d'élaborer un Plan Stratégique 2009-2013 pour la BOAD a été prise par le nouveau Président en juin 2008 en raison de l'importance des défis à relever au cours des années à venir. Cet outil moderne de gestion permettra à l'Institution de se donner une meilleure orientation stratégique de ses actions dans ses Etats membres au regard des mutations de l'environnement régional et international et compte tenu des besoins croissants de financement du développement de l'Union. Le processus d'élaboration du Plan stratégique a été conduit suivant une approche participative avec l'ensemble des structures de la BOAD et une large concertation sur les différentes propositions couvrant la globalité des domaines d'actions et des secteurs d'interventions d'une Banque de développement. Enfin, pour réussir la mise en œuvre du Plan Stratégique, la Haute Direction a décidé d'aligner l'organisation, le fonctionnement et le mode de gouvernance sur la stratégie de la BOAD.

A cet effet, il a été mis en place un organigramme plus orienté vers l'efficacité et la performance et prenant mieux en charge les exigences des différents segments, davantage de délégation de pouvoirs et concomitamment de contrôle, une dynamisation de la gestion des ressources humaines, une modernisation du système d'information et un nouveau mode de gouvernance. Cet organigramme se caractérise notamment par un engagement clair sur les questions liées à l'environnement et au développement durable et une volonté de dynamiser et de concrétiser les activités de financement structurés et les nouveaux produits. Par ailleurs, dans le souci d'une maîtrise des coûts et d'une efficacité des structures, les Départements ont été supprimés et le nombre de Directions et Divisions a été réduit passant respectivement de 14 à 9 et de 33 à 28. Le nouvel organigramme prend effet à partir du 1er Janvier 2009.

Par ailleurs, le renforcement de l'intégration économique, l'accélération de la croissance économique et l'amélioration de la compétitivité des économies des Etats membres de l'Union dans le cadre de la lutte contre la pauvreté demeurent les enjeux majeurs pour la Banque durant les années à venir.

En conséquence, pour accroître l'efficacité de ses actions dans les pays membres et son rayonnement régional et international, la Banque mettra en place un outil moderne de gestion lui permettant notamment une bonne maîtrise de ses risques grâce à une meilleure organisation. Cette démarche vise à faire de la BOAD une capacité incontournable de financement dans l'Union et un véritable pôle d'excellence avec des compétences

polyvalentes et diversifiées nécessaires à l'efficacité de ses actions en faveur des économies des pays membres.

5.2. GOUVERNANCE

5.2.1. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Les principes de gouvernement d'entreprise observés par la BOAD sont basés, entre autres, sur la transparence des opérations et des comptes, un système de contrôle interne rigoureux, l'indépendance du système de contrôle externe, un système informatique performant, une actualisation constante des connaissances et un processus de décision fondé sur la participation et la responsabilisation des agents avec notamment l'implémentation du management par objectif. Les activités de la Banque font l'objet de manuels de procédures qui sont rigoureusement appliquées.

Dans le cadre du renforcement de la bonne gouvernance d'entreprise, un Comité d'Audit fonctionne et apporte son assistance au Conseil d'Administration.

Dans un souci d'amélioration continue, la Banque a entrepris la mise en place d'une cartographie des risques qui lui permettra de mieux cibler ses missions d'audit et de contrôle. L'exercice 2008 a été marqué par son démarrage effectif.

Le système de contrôle interne bénéficie d'un suivi constant, notamment par la tenue de réunions mensuelles conjointes entre l'audit et le contrôle financier.

Le système de contrôle externe comprend trois niveaux : la vérification des comptes par la Banque Centrale, le Commissariat aux comptes et l'Audit de gestion périodique assurés par des cabinets de renommée internationale. Ce système permet aux partenaires internationaux soucieux d'instaurer des relations de collaboration financière avec la Banque de s'assurer de son indépendance et de la fiabilité de ses comptes par leur certification régulière et la validation des normes et règles de gestion.

La Banque procède également à la diffusion continue de toutes les informations pertinentes la concernant notamment les résultats financiers, les engagements pris, les résultats des évaluations rétrospectives des opérations financées, les nouvelles règles de gestion, mises en place.

Par ailleurs, la Banque a instauré une coopération avec les institutions multilatérales de développement telles que la BAD, la Banque Mondiale et l'AFD en vue de définir un cadre de collaboration en matière de bonne gouvernance, particulièrement dans le cadre de l'aide que ces institutions peuvent apporter aux Etats dans leurs efforts constants du respect des principes de bonne gouvernance.

5.2.2. MODERNISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION

Le système d'information de la Banque se modernise progressivement. L'élan de conforter la communication interne à travers une plus grande utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication, s'est poursuivi. A cet égard, le projet Intranet est achevé et a été mis en exploitation au cours de l'année 2008. En outre, dans le cadre de la modernisation des moyens de paiements, la Banque a adhéré au réseau STAR-UEMOA en tant que participante directe via le réseau Swift.

La fiabilisation du système d'information s'est également poursuivie à travers la conception et la mise en œuvre de nouvelles applications. En outre, dans le cadre de la coopération avec la BAD, la Banque bénéficie d'une assistance en matière de modernisation de son système d'information.

Par ailleurs, pour assurer une meilleure sécurisation de ses informations, la Banque a mis en place un processus de mise en œuvre d'une Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI). Un audit de sécurité du système d'information a été opéré et a conduit à l'élaboration d'un plan d'actions en vue de la correction des failles. Le processus va se poursuivre, au cours de l'année 2008, par l'élaboration de procédures de sécurité et la mise en place d'un Plan de Continuité d'Activité et d'Informatique.

Conjointement, le Système d'Information Documentaire poursuit son développement et sa modernisation effective est prévue pour l'exercice 2009. Les études commanditées auprès des consultants, pour la modernisation du Centre de Documentation et du système d'archivage de la Banque ont été finalisées pour le Centre de Documentation. Celle relative à l'audit des archives est en cours de validation.

En attendant l'application des conclusions de l'étude sur la modernisation du Centre de Documentation à compter de l'année 2009, la Banque a poursuivi sa politique d'actualisation du fonds documentaire en procédant à l'inventaire et à l'enregistrement du patrimoine documentaire, à l'élagage du fonds et à l'acquisition de documents récents répondant aux besoins des structures. Une section multimédia a été ouverte dans ce cadre.

5.2.3. COMMUNICATION ET MARKETING

En matière de communication et de marketing, la Banque a poursuivi, sur le plan externe, ses actions en faveur de la promotion de ses produits afin de mieux se faire connaître auprès des bénéficiaires et de ses partenaires au développement. Elle a poursuivi la promotion de son image à travers l'amélioration de la qualité de ses documents notamment les textes juridiques, le rapport annuel et autres supports commerciaux.

Au plan de la communication interne, la Banque a renforcé les plateformes d'échanges permettant d'informer le personnel et de l'associer aux activités qu'elle développe.

Dans le cadre des festivités marquant le 35ème anniversaire de la Banque, une journée porte ouverte a été organisée. Elle avait pour objectif de faire connaître la BOAD au grand public. Les nombreux visiteurs ont pu ainsi se familiariser aux activités de la Banque à travers les échanges avec ses unités organisationnelles.

La BOAD a également réaffirmé son attachement à la culture de ses Etats membres et son engagement pour sa promotion à travers une exposition d'œuvres d'arts en provenance de l'ensemble des pays de l'UEMOA.

5.3. RESSOURCES HUMAINES ET AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

5.3.1. RESSOURCES HUMAINES

Au cours de l'exercice 2008, la BOAD a poursuivi les efforts entrepris dans le cadre de la modernisation de sa politique de gestion des ressources humaines. Les actions majeures entreprises concernent les travaux réalisés dans le cadre de la mise en route du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH), un dispositif de fixation d'objectifs et d'évaluation des performances ainsi qu'une série d'études réalisées en interne sur la gestion des effectifs, la gestion des carrières et la politique sociale de la Banque notamment en ce qui concerne les prêts au personnel.

Au plan de la gestion prévisionnelle des effectifs et des emplois, les efforts de rééquilibrage de la pyramide des âges par le biais de recrutement de jeunes professionnels ont été poursuivis permettant ainsi à la Banque de situer l'âge médian de l'effectif à 40 ans, en 2008.

Pour accompagner ce processus, dans le cadre du plan de relève, des actions de formations individuelles et collectives ont été réalisées en vue du renforcement des compétences du personnel.

L'approche systémique adoptée par la Banque permettra de lui donner des moyens adéquats pour disposer des emplois et compétences utiles à son fonctionnement en temps opportun.

Au 30 septembre 2008, la Banque totalise un effectif de 239 personnes dont 238 agents et 1 Assistant Technique.

s

EFFECTIFS DE LA BOAD

Catégorie	Effectifs au 31-12-2006	Effectifs au 31-12-2007	Effectifs au 30-09-2008
Personnel Professionnel	110	111	104
Personnel d'Appui	134	137	134
Assistant Technique	1	1	1
TOTAL	245	249	239

Source : BOAD

5.3.2. AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

L'amélioration du cadre de travail a été marquée par le renforcement et la consolidation des installations techniques et du mobilier du siège en vue de garantir un environnement de travail de qualité. Par ailleurs, l'extension des locaux du siège de la Banque, démarrée il y a près d'un an, se poursuit ; l'avancement des travaux de construction de 150 nouveaux bureaux laisse espérer un achèvement de la construction desdits locaux d'ici une année.

5.4. SITUATION FINANCIÈRE

5.4.1. SITUATION PATRIMONIALE DE LA BANQUE

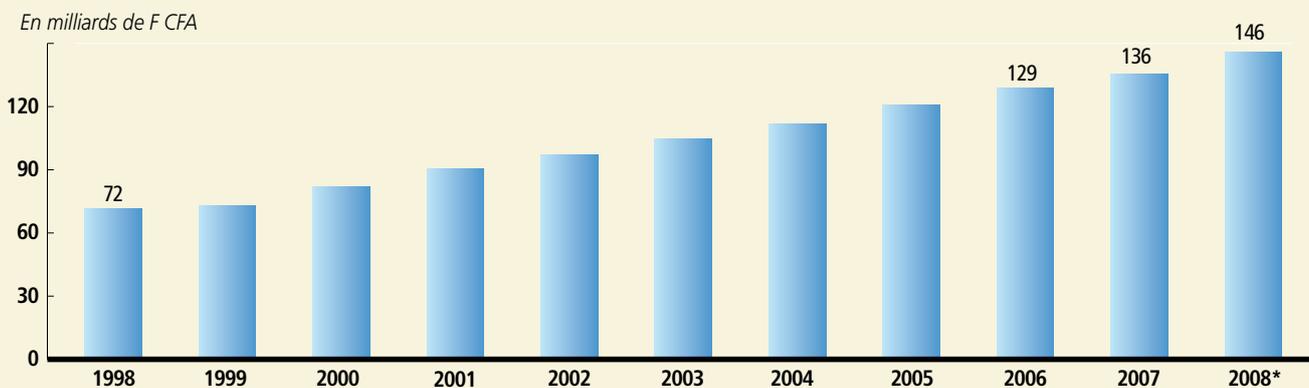
Le total du bilan de la Banque est passé de 1 097,86 milliards FCFA au 31 décembre 2007 à 1 152,82 milliards FCFA au 30 septembre 2008 soit une progression de 5,02%.

La situation financière de la Banque est saine et est marquée par une structure financière qui demeure équilibrée avec des fonds propres représentant 26% du total bilan (hors capital non libéré). Les fonds propres sont passés de 129 milliards FCFA en 2006 à 136 milliards FCFA en 2007 et cumulent à 146 milliards FCFA au 30 septembre 2008. L'endettement de l'institution demeure conforme aux normes statutaires.

L'encours des emprunts représente 51% du capital sujet à appel à fin 2006 et fin 2007, et 55% au 30 septembre 2008 (à rapprocher de la limite statutaire de 100 %). Cet encours représente 191% des fonds propres à fin 2006, 190% à fin 2007 et 192% au 30 septembre 2008 (pour un ratio statutaire de 300%).

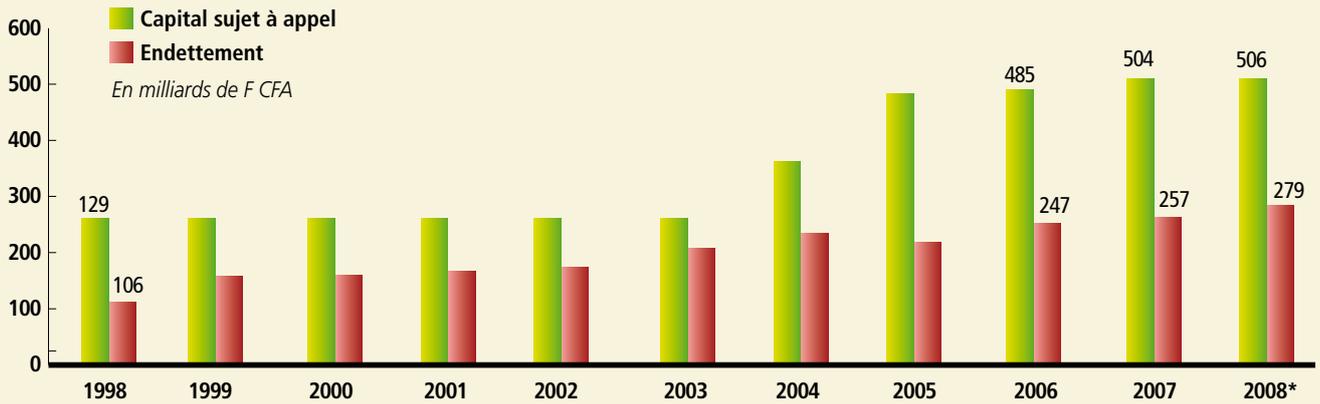
Le portefeuille de la Banque reste de bonne qualité malgré l'environnement difficile dans lequel elle évolue. Ses créances en souffrance représentent 5,26% de l'encours global des créances au 30 septembre 2008 contre 5,83% à fin 2007.

ÉVOLUTION DES FONDS PROPRES



Source : BOAD

* au 30 sept. 2008



* au 30 sept. 2008

ÉVOLUTION DU CAPITAL SUJET À APPEL ET DE L'ENDETTEMENT

Source : BOAD

5.4.2. EXPLOITATION DE LA BANQUE

L'exploitation de la Banque continue de générer des résultats bénéficiaires qui viennent renforcer les fonds propres. Le bénéfice net visualisé en 2008 s'élève à 2 milliards contre 1,25 milliards FCFA à fin 2007.

L'exploitation présente les caractéristiques ci-après (cf. Annexe 14):

- une prépondérance des produits des prêts (plus de 80 % des produits d'exploitation) qui constituent l'activité principale de la Banque;
- un coût relativement stable des ressources d'emprunt d'un exercice à l'autre, de l'ordre de 5% ;
- la poursuite d'une politique prudente de provisions, liée à la situation de certains projets privés.

5.4.3. CONTRÔLE DES COMPTES

Les comptes de la Banque sont soumis, en fin d'exercice, à la vérification de la BCEAO et de PriceWaterhouse Coopers, Commissaire aux Comptes choisi à la suite d'un appel d'offres.





6

PERSPECTIVES

- 6.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
DANS LE MONDE
ET DANS L'UEMOA
- 6.2. PRINCIPALES ORIENTATIONS
ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES

6.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE ET DANS L'UEMOA

L'année 2009 serait marquée par une situation économique empreinte de risques et d'incertitudes en relation avec la crise sur les marchés financiers et la hausse des prix des matières premières. La croissance économique s'établirait à 3,0% dans le monde. L'activité économique des pays développés serait marquée par un taux de croissance de 0,5% contre 1,5% en 2008. Dans les pays émergents et en développement, le ralentissement économique sera moindre. Le taux de croissance de la production serait de 6,1% contre 6,9% en 2008.

Dans ce contexte international peu favorable, l'analyse de la tendance des principaux indicateurs macroéconomiques dans la zone UEMOA, révèle que la situation demeure préoccupante, en rapport avec la résurgence de tensions inflationnistes et la persistance de la crise énergétique.

Les défis majeurs pour la réalisation des objectifs économiques et sociaux des Etats membres

demeurent la consolidation de la stabilité macroéconomique et l'intensification des efforts d'accroissement des capacités productives. Pour relever ces défis, une haute priorité devrait être accordée à, entre autres, un renforcement du capital humain, une intensification des efforts de diversification de la production et la poursuite des investissements dans les infrastructures indispensables pour améliorer la compétitivité des économies de l'Union.

La BOAD, en sa qualité d'institution de financement du développement de l'Union, intensifiera son assistance aux efforts des Etats membres pour l'amélioration des conditions de vie de leurs populations.

6.2. PRINCIPALES ORIENTATIONS ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La BOAD inscrira son action au cours des prochaines années en droite ligne des principales orientations du Plan stratégique 2009-2013 dont la vision est de faire de la BOAD à l'horizon 2020, « une Banque de développement forte et de référence mondiale dans le marché commun régional ». L'année 2009 verra le démarrage effectif de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2009-2013 afin de consolider son dispositif institutionnel et répondre efficacement aux attentes de ses Etats membres.

A cet égard, quatre axes stratégiques serviront de fil conducteur à l'action de la Banque en faveur du financement des projets et programmes de développement dans l'Union :

- se positionner comme instrument stratégique des États pour le développement durable et la réduction de la pauvreté ;
- faire de la BOAD un partenaire des entreprises, leader des financements innovants ;
- promouvoir les partenariats et vulgariser les structures et instruments du marché financier ;
- dynamiser le processus de mobilisation des ressources.

Enfin, la BOAD, en sa qualité d'institution de financement du développement de l'Union, poursuivra son appui aux efforts des États membres dans la mise en œuvre des réformes requises. A cet égard, la mise en œuvre du Plan Stratégique 2009-2013 avec sa feuille de route permettra de faire de la Banque le partenaire de référence des États pour le développement durable et la réduction de la pauvreté ainsi qu'un acteur privilégié pour la promotion des entreprises grâce à des financements innovants.

6.2.1. POSITIONNEMENT COMME INSTRUMENT STRATÉGIQUE DES ÉTATS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Les besoins de financement des États pour réduire la pauvreté et asseoir un développement durable sont importants. Plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux accompagnent les États dans le financement de ces besoins. La BOAD entend s'inscrire dans cet élan. Pour accroître l'impact de son action et au regard de son savoir-faire spécifique lui conférant une valeur ajoutée distinctive par rapport aux autres acteurs, la BOAD entend concentrer ses interventions dans le financement de programmes de développement agricole et rural basés sur la maîtrise de l'eau avec tous les volets d'accompagnement nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire et la connexion aux marchés locaux, nationaux et régionaux.

Il s'agit spécifiquement de favoriser le développement des cultures vivrières rendu nécessaire par la flambée des prix des produits alimentaires, de renforcer les financements dédiés aux infrastructures de base (constructions de routes, de barrages, d'aménagements hydro agricoles, d'infrastructures de désenclavement, de stockage, de transformation agricoles et d'électrification rurale) et s'impliquer durablement dans l'amélioration de la gestion de l'environnement, dont les réalités les plus visibles dans la zone UEMOA sont la désertification, les inondations et l'érosion côtière.

Pour mettre en pratique son engagement, la BOAD a élaboré une stra-

ENGAGEMENTS PRÉVISIONNELS DE LA BOAD POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

	2009	2010	2011	2012	2013	TOTAL
Engagements Prévisionnels (En milliards de F CFA)	68	69	74	81	88	380

tégie d'intervention, qui s'inscrit dans son Plan stratégique (2009-2013), pour mieux appuyer les initiatives des Etats de l'UEMOA en vue du développement du secteur agricole. Cette stratégie sera essentiellement basée sur une perspective de doublement des engagements de la Banque sur la période (2009-2013) dont les prévisions sont estimées dans le tableau 7 ci-dessous.

Ces financements seront orientés en priorité dans les programmes de développement de filières agricoles porteuses, les pistes rurales, les aménagements hydro-agricoles, les systèmes d'approvisionnement en semences et d'engrais, le renforcement des capacités des producteurs, les infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles ainsi que les systèmes d'information agricole et l'interconnexion des marchés agricoles locaux, nationaux et sous régionaux. Ces financements seront également orientés dans le secteur privé agricole qui regorge de réelles potentialités pour la modernisation et le développement de l'agriculture (promotion de l'entrepreneuriat privé, agro-industrie, agrobusiness, etc.)

Dans le cadre de l'appui aux Etats pour atténuer les effets des événements climatiques récurrents comme les déficits pluviométriques et les inondations qui affectent les productions agricoles et entraînent des crises alimentaires et sociales, la BOAD envisage de réaliser en 2009 une étude de faisabilité d'un mécanisme d'assurance-récoltes dans la zone UEMOA. Ce mécanisme pourrait permettre auxdits Etats de mieux sauvegarder le capital productif des agriculteurs et de garantir un niveau minimum de revenus en cas de mauvaise récolte.

Cette réflexion sera réalisée au profit des Etats de l'UEMOA, avec le partenariat des institutions internationales comme le PAM, la FAO, la Banque Mondiale, le CILSS, les compagnies assurances risques, etc.

S'agissant spécifiquement de la promotion et du financement de projets éligibles au Mécanisme de Développement Propre (MDP) dans le cadre du marché du carbone, la BOAD, sur la base du constat de la marginalisation des Etats membres dans les échanges d'unités de réduction certifiées des émissions (URCE) découlant de la mise en œuvre de projets MDP, ambitionne de jouer un rôle catalyseur sur ce marché dans la sous région. A ce titre, elle a engagé des réflexions pour élaborer un plan d'actions dans le cadre de ses nouvelles activités sur le marché du carbone.

6.2.2. POSITIONNEMENT COMME PARTENAIRE DES ENTREPRISES, LEADER DES FINANCEMENTS INNOVANTS

Les entreprises privées sont des vecteurs de création de richesse au bénéfice des populations à travers l'emploi, le revenu distribué et les actions citoyennes. La BOAD, dans le cadre de son action de promotion du secteur privé poursuivra ses réflexions pour mettre en œuvre des produits innovants compatibles avec les besoins du secteur privé. Elle s'acheminera également vers une démarcation plus nette de son approche du financement et mettra en œuvre des pratiques différenciées selon les attentes propres et spécifiques des institutions financières, des services publics marchands, des multinationales, des grandes entreprises nationales privées et des PME-PMI.

Comme complément aux financements directs, la BOAD ira progressivement vers des propositions de montages financiers innovants susceptibles d'apporter des solutions durables à la problématique de financement du secteur privé. La Banque vise ainsi à devenir le leader dans la zone UEMOA pour des services tels que les partenariats publics privés, le conseil financier ou les mandats de syndication.

6.2.3. PROMOTION DU PARTENARIAT, VULGARISATION DES STRUCTURES ET INSTRUMENTS DU MARCHÉ FINANCIER

La BOAD se positionnera comme relais sur certains financements ciblés en vue de donner davantage de moyens financiers aux acteurs du secteur bancaire. La BOAD entretiendra des relations plus structurées avec ces acteurs majeurs collectant l'épargne et disposant de fonds excédentaires importants (compagnies d'assurance, fonds de pension...). Ce partenariat devrait permettre à la BOAD d'être dépositaire desdits fonds à certaines conditions en vue de disposer de ressources stables aux fins de financement d'activités spécifiques comme l'habitat ou plus généralement de secteurs à besoins de financement à moyen ou long terme.

6.2.4. DYNAMISATION DU PROCESSUS DE MOBILISATION DES RESSOURCES

L'optique d'accroître les interventions de la BOAD dans les Etats membres de l'UEMOA implique une mobilisation accrue de ressources. Pour y arriver, il s'agira d'élargir la base de capital en diversifiant l'actionnariat de la Banque, de trouver les voies et moyens pour faciliter l'accès aux marchés monétaire et financier et de promouvoir davantage les cofinancements en qualité de chef de file.

Pour ce faire, la Banque poursuivra ses démarches en vue de (i) l'ouverture du capital à d'autres pays non régionaux, (ii) la mobilisation de ressources concessionnelles internes et externes, (iii) la facilitation de l'accès aux ressources du marché financier grâce notamment à l'obtention d'une notation internationale et (iv) l'intensification des partenariats et des cofinancements des projets avec des partenaires au développement (fonds d'investissement, institutions financières ou bancaires régionales ou internationales).

Tels se présentent le bilan de la BOAD au cours de l'année 2008 et les perspectives de l'institution.

La BOAD a, au cours de l'année 2008, intensifié son assistance en faveur des économies de ses Etats membres. Pour les prochaines années, la Banque entend inscrire son action dans les orientations de son Plan stratégique 2009-2013 afin de renforcer son assistance en vue de répondre plus efficacement aux attentes de ses Etats membres.

Dans le cadre de la mise en œuvre harmonieuse de son Plan stratégique, la BOAD compte sur l'appui que la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA lui a toujours apporté.

- ANNEXE 1** : Les organes délibérants de la BOAD au 30 septembre 2008
- ANNEXE 2** : Organigramme de la BOAD au 30 septembre 2008
- ANNEXE 3** : Principaux indicateurs macro-économiques des pays de l'UEMOA
- ANNEXE 4** : Liste des financements approuvés par la BOAD au 30 septembre en 2008
- ANNEXE 5** : UEMOA : Production des principales cultures vivrières
- ANNEXE 6** : UEMOA : Production des cultures d'exportation
- ANNEXE 7** : UEMOA : Evolution des cours des produits de base exportés
- ANNEXE 8** : UEMOA : Productions minières
- ANNEXE 9** : Etat de réalisation des critères de convergence dans les pays de l'UEMOA
- ANNEXE 10** : Répartition sectorielle et catégorielle des engagements nets cumulés de la BOAD par pays au 30 septembre 2008
- ANNEXE 11** : Evolution des flux nets de ressources par pays au 30 septembre 2008
- ANNEXE 12** : Répartition des études engagées par la BOAD au 30 septembre 2008 par catégorie et par nature
- ANNEXE 13** : Evolution des bilans et comptes d'exploitation de la BOAD au 30 septembre 2008
- ANNEXE 14** : Caractéristiques et conditions des ressources d'emprunt mobilisées par la BOAD au 31 juillet 2008
- ANNEXE 15** : Structure du capital de la BOAD au 30 septembre 2008
- ANNEXE 16** : Liste des projets régionaux financés par la Banque (1976-2008) au 30 septembre 2008



BOAD
www.boad.org

68 av de la Libération, BP 1172 Lomé, Togo
Tél. : +228 221 59 06 • Fax : +228 221 52 67

